

Zwölfte Sitzung – Douzième séance

Freitag, 20. März 1992, Vormittag
Vendredi 20 mars 1992, matin

08.00 h

Vorsitz – Présidence: Herr Nebiker

92.3014

**Dringliche Interpellation
der sozialdemokratischen Fraktion
Verschlechterung der Wirtschaftslage
und zunehmende Arbeitslosigkeit**
**Interpellation urgente
du groupe socialiste
Détérioration de la situation économique
et aggravation du chômage**

Fortsetzung – Suite

Siehe Seite 584 hiervor – Voir page 584 ci-devant

92.3057

**Dringliche Interpellation
der christlichdemokratischen Fraktion
Konjunkturpolitische Massnahmen**
**Interpellation urgente
du groupe démocrate-chrétien
Mesures conjoncturelles**

Fortsetzung – Suite

Siehe Seite 585 hiervor – Voir page 585 ci-devant

92.3061

**Dringliche Interpellation
der grünen Fraktion
Wirtschafts- und Beschäftigungslage**
**Interpellation urgente
du groupe écologiste
Situation économique et état de l'emploi**

Fortsetzung – Suite

Siehe Seite 586 hiervor – Voir page 586 ci-devant

sont certains que la situation va s'améliorer assez rapidement. Cela illustre aussi combien dans un même pays nous vivons des réalités différentes.

Le groupe socialiste ne conteste pas la nécessité de réduire le taux d'inflation avec la rigueur que cela comporte parfois, mais il estime que le temps est venu de prendre un certain nombre d'initiatives, dans un pays où l'on sait que l'on devra s'adapter à un contexte international dont nous sommes de plus en plus interdépendants. Mais l'adaptation, ce n'est pas seulement les conditions-cadres ou la plus ou moins grande dérégulation, c'est aussi la concertation et le dialogue social, et nous aurions aimé, Monsieur le Conseiller fédéral, entendre, face à l'augmentation du chômage et à l'aggravation de la situation économique et sociale, en particulier dans certains cantons, d'autres mots – à part ceux que vous avez exprimés hier – que patience, attente et confiance dans le rétablissement de la situation. Je vous dirai aussi, en tant que Neuchâtelois, mes remerciements pour ce qui a été fait en matière d'assurance-chômage. Nous aurions voulu, nous, groupe socialiste, un discours qui de lui-même aborde et anticipe certaines des actions que le Conseil fédéral entrevoit désormais dans sa réponse du 16 mars 1992 aux interpellations déposées.

Pour sa part, le groupe socialiste a déposé durant cette session une motion dans laquelle il propose des mesures à court, moyen et à long terme qui, tenant compte de la situation conjoncturelle, doivent agir sur les structures; des mesures qui n'en appellent pas à une relance artificielle et quantitative mais répondent à des besoins précis, notamment en matière d'assurance-chômage. On a dit hier qu'il fallait changer un état d'esprit. Il faut aussi changer un état d'esprit face à l'assurance-chômage, assurance-chômage qui a été conçue aussi dans un esprit de suspicion à l'égard des chômeurs. Et nous demandons qu'on limite la réduction des indemnités de chômage. On ne peut pas accepter que le revenu d'un chômeur qui avait 3000 francs par mois soit réduit en entrant à l'assurance-chômage directement de 20 pour cent. Nous demandons que la formation soit améliorée non seulement pendant la durée du chômage mais avant, dans les entreprises, de telle façon que l'on prévienne le chômage au moment où on est encore en emploi. Nous demandons – et vous y avez partiellement répondu – que l'on évite une future crise du logement en favorisant aujourd'hui la construction de logements sociaux.

Nous aimerions aussi que l'on reporte ou que l'on revio certaines réductions prévues dans le budget, mais aussi dans les projets d'économies en matière de recherche et de technologies nouvelles, lorsqu'elles peuvent avoir des conséquences sur l'emploi, sur la création de nouveaux produits et sur la compétitivité future des entreprises. Il est inadmissible, dans la situation d'aujourd'hui, qu'on coupe dans les programmes jugés prioritaires à l'époque et qui portent en eux-mêmes, que ce soit en microélectronique, en optoélectronique ou en matière de recherche sur les matériaux, beaucoup de l'avenir de notre industrie. Nous demandons également qu'on améliore le transfert de technologies, qu'il y ait des interfaces plus nombreuses entre la recherche, le développement et les entreprises. Nous demandons enfin – le Conseil fédéral y a répondu mais sous réserve – que l'arrêté fédéral instituant des mesures en faveur des régions dont l'économie est menacée soit prorogé.

Enfin, nous aimerions que le Conseil fédéral revio dans quelle mesure aussi il est possible d'encourager l'investissement dans la production et la reconversion, voire l'innovation industrielle dans les petites et moyennes entreprises. Nous sommes inquiets de la situation dans le secteur de la machine-outil, dans l'ensemble de l'industrie des machines où il y a plusieurs centaines de milliers d'emplois et dont on sait qu'elle est menacée dans une partie de son indépendance. Il y a là, pour des régions comme l'Arc jurassien en particulier, des perspectives inquiétantes. Nous souhaitons enfin que l'attitude des banques concernant le problème de l'attribution des crédits qu'elles ont largement ouverts à un moment donné soit revue parce qu'elles commencent d'étrangler, au risque de les étouffer, un certain nombre d'entreprises.

Monsieur le Conseiller fédéral, nous devons être rapides. Mais quand des cantons accusent plus de 4 pour cent de

M. Matthey: Permettez au représentant du groupe socialiste de regretter d'abord les conditions dans lesquelles se déroule ce débat, un peu à la sauvette et à la dérobée, persuadés que

chômage, quand on va vers cent mille chômeurs et quand 70 pour cent de ces chômeurs ont parfois moins de 40 ans, il y a une volonté à affirmer, une solidarité sociale et régionale à renforcer, une espérance à donner. A l'effort d'adaptation industrielle que révèle la situation que nous connaissons doivent correspondre de nouvelles perspectives et qu'un nouveau contrat social puisse s'établir. C'est cette synthèse, cet éclairage de l'avenir, qui fait défaut dans la conjoncture actuelle.

Frey Walter: Wenn wir die aufgeworfenen Fragen beantworten möchten, sollten wir Überlegungen darüber anstellen, was eigentlich die Schweizer Wirtschaft in den vergangenen Jahrzehnten so stark gemacht hat. Wir dürfen nicht vergessen, dass die Schweiz vor rund neunzig Jahren, um die Jahrhundertwende, noch eines der ärmsten Länder Europas war und heute eines der reichsten Länder Europas ist. Was waren das also für Tugenden, die die Schweizer Wirtschaft stark gemacht haben? Ich kann sie nur in Stichworten nennen:

Es war die schweizerische Souveränität – gepaart mit internationaler Disponibilität –; es war die Stabilität der Regierung; es war die bewaffnete Neutralität; es war der Arbeitsfrieden; es war die gute Ausbildung, und es war die Arbeitskraft unserer Arbeiter und Mitarbeiter. Auch waren es verlässliche, langfristig berechenbare Steuergesetze. All das hat mitgeholfen, den Standort Schweiz zu einem äusserst guten Wirtschaftsstandort zu machen.

Jetzt, nachdem wir nach acht Jahren Hochkonjunktur eine Konjunkturabschwächung, ja eine Rezession spüren, verlangen ausgerechnet – ausgerechnet! – die Sozialdemokraten Beschäftigungs- und Umschulungsprogramme, ohne den Markt zu fragen, was er eigentlich braucht. Die Sozialdemokraten sind es aber gewesen, die bei der Initiative zur Abschaffung der Armee mitgeholfen, d. h. die bewaffnete Neutralität in Frage gestellt haben; die eine Rüstungs-Initiative lanciert haben; die das Referendum gegen die Abschaffung der Sternsteuer lanciert haben, welche Arbeitsplätze im Bankensektor zurückzugewinnen soll; welche gestern geschlossen für eine planwirtschaftliche Massnahme wie die Bodensperfristen im Dringlichkeitsverfahren gestimmt haben.

Eine Schweizer Tugend war immer: Hilf Dir selbst, dann ist allen geholfen. Kehren wir zu den alten Tugenden zurück! Die schweizerische Souveränität und Disponibilität sollten den EG-Visionen und dem Schattenboxen in dieser Frage ein bisschen Platz machen, damit wir wieder eine berechenbare Politik haben. Es muss wieder international klargemacht werden, dass wir die verteidigte Neutralität aufrechterhalten. Die Finanzvorlage, Herr Bundesrat, muss nun einfach kommen. Und wir müssen in der Schweiz wieder einen ausgeglichenen Haushalt auf allen drei Stufen erreichen.

Selbstverständlich unterstützt unsere Fraktion eine Deregulierung, denn in den letzten zehn Jahren wurde in der Schweiz, weiss Gott, zuviel reguliert, d. h. zuviel Planwirtschaft und zuwenig Marktwirtschaft betrieben.

M. Gros Jean-Michel: Il fallait s'y attendre: au moment où des signes de plus en plus nombreux témoignent du ralentissement de la croissance économique dans notre pays, où le chômage atteint des chiffres records, une série d'interpellations demandent de relancer la machine économique en encourageant par exemple la construction de logements ou en stimulant la réalisation de grands chantiers déjà votés par le Parlement.

L'ennui, c'est que la période de morosité économique que nous vivons s'inscrit dans un moment de difficultés financières des collectivités publiques, tant fédérales que cantonales. Une politique sage et prévoyante aurait voulu qu'en période de haute conjoncture, l'Etat réduise ses dépenses pour lui permettre de les augmenter quand l'économie fléchit. Or, le moins qu'on puisse dire est que les interpellateurs d'aujourd'hui ne sont pas les modérateurs de dépenses d'hier. Bref, lorsque les caisses sont vides il est utopique de demander aux collectivités publiques de s'engager dans une politique de relance conjoncturelle. D'ailleurs, en aurait-elle les

moyens que l'on peut se demander si le remède ne se révélerait pas pire que le mal, en mettant tout à coup de côté la lutte contre l'inflation et en accroissant les déficits publics. Poser la question c'est y répondre. Et M. Pierre Bérégovoy, ministre socialiste des finances du gouvernement français, dont les propos sont rapportés par un quotidien romand, le confirme lorsqu'il dit: «Le dopage est inefficace, il ne produit aucun supplément de croissance, et il se termine toujours par des ajustements douloureux. Le dopage, en économie comme en sport, ruine la santé et tue les performances.» Cette analyse tout à fait pertinente nous conforte dans la conviction que des mesures de relance n'ont aucun effet à terme sur la situation économique et que c'est bien sur les conditions-cadres de notre économie qu'il faut agir.

Or, nous constatons que la mauvaise période que nous traversons est un signe tangible que ces conditions-cadres ne sont pas ou plus adaptées. C'est donc bien sur la fiscalité, sur la formation professionnelle, sur toutes les possibilités de blocage, sur la cartellisation, sur l'engagement excessif de l'Etat qu'il faut agir. Le rapport du Conseil fédéral sur la politique économique extérieure constitue d'ailleurs une référence à cet égard, dont l'application concrète devient urgente.

Ce ne sera certes pas tâche facile. Il suffit d'observer les contradictions entre les souhaits exprimés dans les interpellations urgentes des groupes socialiste et écologiste et leur attitude lorsqu'il s'agit de passer aux actes. Il est en effet un peu facile de demander une relance dans la construction de logements lorsque, dans les cantons, socialistes et écologistes s'opposent ou téléguident les recours contre tout nouveau projet. Il est trop facile de demander la mise sur pied d'un programme visant à rénover des bâtiments anciens lorsqu'on a contribué à mettre en place une réglementation visant à décourager tous les propriétaires immobiliers d'entreprendre de tels travaux. Enfin, demander un coup de pouce en faveur de l'économie par le biais d'investissements sur lesquels la Confédération a une influence relève de la plaisanterie lorsqu'on s'oppose, par exemple, à l'achèvement accéléré du réseau des routes nationales. Ainsi, Mesdames et Messieurs les députés socialistes et écologistes, vous me faites penser à ces enfants gâtés qui, après avoir cassé leur train électrique, viennent en pleurant en réclamer un nouveau.

Le groupe libéral souhaite que le ralentissement économique d'aujourd'hui provoque plutôt le choc nécessaire pour que nous corrigions le tir. Désengageons l'Etat pendant qu'il en est encore temps. Que les multiples prescriptions caractérisées par le perfectionnisme helvétique qui entravent la compétitivité de l'économie nationale soient réexaminées et, autant que possible, abrogées ou, à tout le moins, harmonisées avec celles de nos concurrents. La fiscalité doit être revue dans un sens plus européen, le poids de celle-ci devant être davantage axé vers l'imposition indirecte. La situation de l'emploi dans le secteur tertiaire doit aussi nous inciter à rendre à la place financière suisse toute son attractivité. Nous attendons ainsi du Conseil fédéral qu'il s'engage fermement en faveur de l'abrogation du droit de timbre lors du vote populaire. Les normes imposées devraient non seulement être eurocompatibles mais encore propres à favoriser la capacité concurrentielle de la Suisse.

Monsieur le Conseiller fédéral, il faut bien vous avouer que le groupe libéral est saisi d'un doute. Nous nous souvenons de la résistance du Conseil fédéral, hier encore, à l'abrogation du délai d'interdiction de revente des immeubles non agricoles, de son opposition à rendre l'impôt direct aux cantons en le remplaçant par une taxe à la valeur ajoutée. Nous pensons aussi au volontarisme affiché en matière de protection de l'environnement pour s'assurer la place de premier de classe, au risque de provoquer de sérieuses distorsions dans la concurrence. Il nous reste enfin en mémoire le flou qui a entouré la notion de croissance qualitative exprimée il y a quatre ans dans les Grandes lignes de la politique gouvernementale. Le groupe libéral souhaite vivement que le Conseil fédéral s'engage résolument sur la voie de la libéralisation, seule à même de rendre à la Suisse sa compétitivité. Sachez que si vous tenez ce cap, Monsieur le Conseiller fédéral, vous aurez le groupe libéral avec vous.

Keller Rudolf: Es gibt in der Volkswirtschaft immer wieder Phasen, wo es aufwärtsgeht, und Zeiten, wo es eben schlechter läuft. Dies ist ein ganz normaler Vorgang, mit dem man auch als Politiker fertigwerden muss. Wir Politiker sind ja nur für die Rahmenbedingungen verantwortlich. Die Wirtschaft, unsere Industrie, das Dienstleistungsgewerbe und die Landwirtschaft müssen diese Rahmenbedingungen mit entsprechendem wirtschaftlichem Leben ausfüllen.

Was haben Sie als Regierungsparteien nun aber in den letzten Jahrzehnten gemacht? Sie haben unsere Volkswirtschaft gefährlich aufgebläht. Und um das zu bewerkstelligen, haben Sie ausländische Arbeitskräfte ins Land geholt. Bei der letzten Rezession haben Sie denn auch das Problem mit der abnehmenden Zahl von Arbeitsplätzen elegant lösen können, indem Sie einfach die Leute, die Sie gerufen haben, ganz brutal und unmenschlich wieder heimschickten. Weil man jetzt aber den grossen europäischen Einheitsbrei anstrebt, wurden auch die marktwirtschaftlichen Rahmenbedingungen dermassen verändert, dass die Ausländer bei dieser Rezession, in der wir nun mittendrin stehen, nicht mehr heimgeschickt werden können. Und das Fazit davon ist die Tatsache, dass es in unserem Lande immer mehr arbeitslose Einheimische gibt. Und, Herr Bundesrat, unter Einheimischen verstehen wir Schweizerinnen und Schweizer und nie und nimmer, wie das nach Ihrer Terminologie der Fall ist, auch niedergelassene Ausländer.

Als Parteipräsident der Schweizer Demokraten verlange ich, dass unsere Schweizer Arbeitnehmer auf dem Arbeitsmarkt Vorrang haben. Sehen Sie sich in den anderen Ländern um! Auch in der EG, wo zwar anderes auf dem Papier steht, halten sich die Länder nicht an diese Abmachungen. Auch in Italien, in Frankreich, in Deutschland geht man zunehmend dazu über, den Vorrang für die einheimischen Arbeitskräfte zu postulieren.

Jetzt verlangen die Linken Beschäftigungsprogramme. Doch damit lindern wir die Probleme höchstens sehr kurzfristig ein wenig. Das Geld fehlt uns, um solche Uebungen in grossem Stil umfassend und im Extremfall über Jahre durchzuziehen. Auch mit dem Wohnungsbau, den man nun forcieren sollte, beissen wir uns wieder in den Schwanz. Im Gegensatz zur letzten Rezession verlassen uns heute keine Ausländer mehr. Im Gegenteil, es kommen ständig noch mehr Leute in unser Land. Wohnungen bauen wir deshalb im besten Falle für Neuankommlinge, und die brauchen dann wieder Arbeitsplätze usw. Wenn wir nicht lernen, unsere Grenzen zu erkennen, werden wir in unserem Land sehr schnell gravierende soziale Probleme bekommen. Und davor möchten wir Sie warnen.

Unsere Alternative muss bei der Qualitätsarbeit liegen. Das bedingt gute Schulen und Universitäten, Ausbildung, die zu forcieren ist, und Forschung. Wir sind überzeugt, dass unser Land wirtschaftlich bestehen kann, wenn es nicht auf Massenware, sondern auf Qualitätsware setzt. Wir müssen für die Schweiz, für unser Land, wirtschaftliche Nischen besetzen und versuchen, so unser tägliches Brot zu verdienen. Dieses hochgesteckte wirtschaftspolitische Ziel ist mit marktwirtschaftlichen Mitteln zu erreichen. Dazu gehören auch währungstechnische Massnahmen. Aber unser Vertrauen in die Währungspolitik eines Herrn Lusser ist leider nicht sehr gross. Im währungspolitischen Bereich wäre ein grösserer Einfluss staatlicher Stellen vielleicht noch am ehesten angebracht. Die bereitgestellte marktaktive Geldmenge ist dann richtig und entsprechend dem Wirtschaftsgeschehen dosiert, wenn sie weder einen inflatorischen noch einen deflatorischen Preistrend verursacht.

Dies wollte ich noch kurz im Namen unserer Partei anbringen.

Bührer Gerold: Ich möchte es gleich vorwegnehmen: Herr Bundesrat, ich begrüsse es, dass Sie sich auch in der Beantwortung der dringlichen Interpellationen in konsistenter Weise an die schonungslose Diagnose des Aussenwirtschaftsberichtes gehalten haben. Es ist zu begrüssen, dass Sie sich nicht schwergewichtig auf kurzfristige, stimulierende Massnahmen einlassen, sondern das Schwergewicht in der Verbesserung der strukturellen Voraussetzungen für unsere Volkswirtschaft sehen.

Ich glaube, es führt kein Weg an der notwendigen Restauration unserer marktwirtschaftlichen Ordnung vorbei; vor allem im binnenwirtschaftlichen Bereich ist sie notwendiger denn je, ansonsten wir auch im internationalen Wettbewerb in der Exportwirtschaft zunehmend benachteiligt sind.

Das Exposé enthält die richtige Stossrichtung. Was wir brauchen, sind Taten. Taten sind überfällig. Wenn wir uns die Entwicklung in den letzten Jahren an der internationalen Wirtschaftsfrente vergegenwärtigen, müssen wir feststellen, dass sich die Position des Wirtschaftsstandorts Schweiz in besorgniserregendem Masse verschlechtert hat. Sie hat sich nicht nur im Bereich der Fabrikation verschlechtert, nein, auch im Bereich der Forschung, im Bereich des Dienstleistungssektors. Denken Sie an die Abwanderung der Finanzgeschäfte nach London und Luxemburg.

Stimulierungsprogramme täuschen uns vor, dass wir mit kurzfristiger Ankurbelung diese grundlegenden Probleme lösen könnten. Doch das ist weit gefehlt. Diese Programme gehen an der Diagnose, an den Strukturschwächen unserer Wirtschaft vorbei. Was sind denn die Resultate solch antizyklischer Konjunkturprogramme in einer exportorientierten, offenen Volkswirtschaft?

1. Konjunkturprogramme führen zwar sektoriell zu gewissen Erleichterungen, aber sie bremsen den notwendigen Teuerungs- und folglich auch Zinsrückgang in unserer Wirtschaft.
2. Sie bremsen den notwendigen Strukturanpassungsprozess.
3. Sie führen dazu, dass unsere Wettbewerbskraft in der internationalen Auseinandersetzung nicht gestärkt, sondern geschwächt wird.

Wenn wir eine Rückschau auf die Programme der sechziger und siebziger Jahre machen, fällt dreierlei auf:

1. Die Stimulierungsprogramme kamen jeweils zu spät; sie wirkten prozyklisch.
2. Sie haben die strukturellen Schwächen unserer Wirtschaft eher erhöht.
3. Sie haben mittelfristig die Steuerquote über grössere Defizite erhöht und uns somit einen wesentlichen Standortvorteil im Bereich der Steuern genommen.

Oberflächentherapie: nein. Dafür sind die Schwächen des Wirtschaftsstandortes Schweiz zu weit gediehen. Was wir brauchen, sind rasche, schonungslose und tiefgreifende Massnahmen. Wir müssen die Teuerung nach unten bringen. Es ist nicht tolerabel, dass wir die Geldpolitik in einer Phase lockern, in der die Notenbanken um uns herum immer noch einen stabilitätsorientierten Kurs verfolgen. Wir müssen alles daransetzen, dass wir in einer zunehmend kapitalintensiven Wirtschaft die Zinsvorteile wieder erlangen, die wir früher gehabt haben. Wenn Sie zurückschauen: 1980 hatten wir gegenüber der Deutschen Mark einen Zinsvorteil von 3 Prozent, gegenüber dem Franzosenfranken von 6 Prozent. Wo stehen wir denn heute? Wir haben noch geringe Zinsvorteile von 2 Prozent gegenüber dem Franzosenfranken und von 1,5 Prozent gegenüber der Deutschen Mark. Das sind signifikante Nachteile in einer kapitalintensiven Wirtschaft.

Die Stossrichtung der SP-Interpellationen ist nicht nur im Grundsatz falsch und vom Zeitpunkt her zu spät, nein, sie ist auch voller Widersprüche. Einerseits will man den Finanzplatz mit dem Hinauszögern der Stempelsteuerrevision blockieren. Man will die Bauwirtschaft mit Verzögerungen abblockieren, und man will den Wohnungsmarkt mit den Marktmechanismus hemmenden Massnahmen eindämmen. Diese Widersprüche können jetzt mit nachträglichen Nachfragemassnahmen nicht aufgefangen werden.

Ich komme zum Schluss: Was der Wirtschaftsstandort Schweiz braucht, ist Kontinuität und Verlässlichkeit statt Verhinderung und Verunsicherung. Wir brauchen einen Abbau der Berührungängste zwischen Politik und Wirtschaft. Wir brauchen mehr Markt statt Abschottung und Bürokratie. Wohin auch immer die Reise unseres Landes europapolitisch gehen wird, wir kommen nicht darum herum, die Revitalisierung unverzüglich und schonungslos an die Hand zu nehmen.

Binder: Wir führen heute sozusagen aus aktuellem Anlass eine Konjunkturdebatte. Solche Debatten finden immer wie-

der statt. Deshalb wollte die Kommission WAK Ihres Rates die Motion des Ständerates (Jelmini) in Kategorie III behandeln. Aufgrund der dringlichen Interpellationen war dies gestern nicht nötig.

Die Schweizer Wirtschaft wird sich nach Worten von Experten im zweiten Halbjahr 1992 etwas erholen. Für das heurige Jahr wird ein bescheidenes Wachstum des realen Bruttoinlandproduktes von etwas mehr als 0,5 Prozent vorausgesagt. Das Sorgenkind im momentanen Wirtschaftsumfeld ist der Arbeitsmarkt. Aufgrund der Ergebnisse der quartalsweisen Schätzungen des Bruttoinlandproduktes hat das reale Inlandprodukt 1991 im Durchschnitt um 0,5 Prozent abgenommen. Gesamtwirtschaftlich betrachtet kann dieser Rückschlag als mild taxiert werden. Gleichzeitig muss aber festgehalten werden, dass einzelne Wirtschaftssektoren und auch einzelne Regionen kräftigere Einbussen in Kauf nehmen mussten. Ich verweise auf das Baugewerbe, die baunahen Industrien, den Immobilienmarkt, insbesondere in der Westschweiz und im Kanton Tessin, sowie auf die Maschinen-, Elektro- und Metallindustrie.

Der in Aussicht gestellte Konjunkturaufschwung hat sich verzögert. Wir können davon ausgehen, dass die Schweizer Wirtschaft 1992 im Jahresdurchschnitt dank den Verbesserungen im zweiten Halbjahr etwa 0,5 Prozent Wachstum erreichen kann. Für 1993 rechnet man mit einer spürbaren Zunahme. Gleichzeitig besteht die Hoffnung, dass die Teuerung unter zeitweisen Rückschlägen etwas nachlassen wird.

Das Hauptproblem bleibt der Arbeitsmarkt. Hier stehen die Aussichten nicht zum besten. Die Zahl der eingeschriebenen Arbeitslosen hat im Verlaufe des Jahres 1991 stark zugenommen. Die Wirtschaft reagierte auf den Konjunkturrückgang, im Unterschied zu 1982, gleichzeitig mit einer schwächeren Arbeitskräftenachfrage, dies gemessen an den Erwerbstätigen. Parallel dazu nahm das Angebot an Arbeitskräften zu. Auch diese Entwicklung steht wiederum im Gegensatz zu 1982. Der Rückzug aus der Erwerbstätigkeit ist relativ gering. Der Versicherungsschutz gegen Arbeitslosigkeit ist heute viel umfassender als damals. Diese beiden Aspekte zusammen liessen einen Grossteil des Arbeitskräfteüberschusses zu registrierten Arbeitslosen werden.

Ich habe gesagt, das Sorgenkind sei der Arbeitsmarkt. Ein weiteres und für mich ebenso grosses Sorgenkind ist aber unser dichtes, engmaschiges Regel- und Gesetzesnetz, das wir uns selber übergespannt haben. Nach meiner Meinung gilt es nun, die Maschen dieses Netzes, in denen wir uns immer wieder verfangen, grösser zu machen. Das heisst: Abbau von unnötigen, den Wirtschaftsgang verhindernden und verschleppenden Massnahmen. Dies erreichen wir aber nicht mit Beschäftigungsprogrammen. Sie führen zu noch mehr Staat, kosten viel, bringen im Verhältnis zu den Kosten wenig Ertrag und kommen in ihrer Wirkung ohnehin viel zu spät. Versuche, eine antizyklische Wirtschaftspolitik zu betreiben, erwiesen sich in der Vergangenheit als wenig erfolgreich, insbesondere im Bereich Finanz- und Geldpolitik. Die Wirtschaft vom Staat her steuern zu wollen, ist ein Unterfangen, das schwer zu verwirklichen ist. Daher meine ich, dass an mittelfristigen Konzepten festzuhalten sei. Der Glaube an den Staat ist gut. Ich stehe für einen starken Rechtsstaat ein. Was wir aber heute tun – das müssen wir bekämpfen –: Wir bewegen uns in Richtung eines Staates der Obrigkeit, der unsere Freiheiten immer stärker einschränkt. Dies gilt es – gestern, heute und auch morgen – zu verhindern. Das hilft unserem Staat und damit seinen Einwohnern.

Im übrigen werde ich den Eindruck nicht los, dass wir heute vor lauter Europa, Europa und nochmals Europa unsere Innenpolitik und damit eben auch die Innenwirtschaft vernachlässigen. Ich meine, dass es in diesem Staat immer noch viele Dinge gibt, die es vorerst einmal innenwirtschaftlich zu lösen gilt, z. B. die Beschleunigung der Baubewilligungsverfahren. Genau in diesem Punkt muss ich mich an Sie, verehrte Kolleginnen und Kollegen der SP, der Grünen Partei, aber auch an viele Politiker aus bürgerlichen Parteien richten. Ueberlegen Sie sich einmal, was Ihre Parteien in der Vergangenheit in diesem Bereich getan haben. Ich gebe Ihnen ein Beispiel aus meiner Wohngemeinde: Vor zweieinhalb bis drei Jahren

reichte ein Unternehmer ein Baugesuch ein, um seinen Betrieb zu vergrössern. Dies bedurfte einer kleinen Umzonung, die als problemlos angesehen wurde. In unserem Gemeindeparlament wurde diese abgelehnt. Stand heute, fast drei Jahre später: Rekurs gegen den Gestaltungsplan; wahrlich eine politische Heldentat! Wo andernorts bereits produziert würde, streiten sich hierzulande Hochlohnleute in Rechtsfragen.

Ich nütze meine Redezeit nicht aus – damit Sie Zeit haben, über das Gesagte nachzudenken.

Zum Schluss bedanke ich mich beim Bundesrat für den ausführlichen und die Situation gut widerspiegelnden Bericht.

Als Schlussfolgerung gilt auch für mich als Bauern einmal mehr die alte Weisheit, die mein Kollege Walter Frey ein bisschen anders angesprochen hat: Hilf dir selbst, sonst hilft dir niemand.

Fischer-Sursee: Ich muss Sie leider in der Denkpause stören. Die heutige Rezession ist zum kleineren Teil hausgemacht, zum grösseren ist sie durch die internationale Lage verursacht; auch das Ausland hat Rezession. Wir haben daher nur begrenzte Möglichkeiten, darauf einzuwirken und die Konjunktur kurzfristig zu beleben. Hausgemacht ist bei uns der Rückgang im Baugewerbe. Das war aber eine notwendige Korrektur, denn der Boom war ungesund. Mit Konjunkturbelebungsmaßnahmen müssen wir aber vorsichtig sein. Wir laufen Gefahr, dass sie prozyklisch wirken, d. h. dann wirksam werden, wenn sie nicht mehr nötig sind. Wir laufen auch Gefahr, dass wir damit dringend notwendige Strukturverbesserungen verzögern. Sinn machen höchstens Belebungsmaßnahmen im Baubereich, indem baureife Projekte ausgelöst und gefördert werden, aber nicht im Sinne von eigentlichen Beschäftigungsprogrammen.

Im übrigen dürfen wir die derzeitigen konjunkturellen Schwierigkeiten nicht dramatisieren. Der Tiefpunkt der Rezession dürfte erreicht sein. Verschiedene Indikatoren weisen deutlich auf eine Stabilisierung oder leichte Erholung hin. Die Teuerung ist rückläufig, was wiederum sinkende Zinsen zur Folge haben wird. Der günstige Wechselkurs des Frankens ist für die Exportindustrie zurzeit recht komfortabel. Unser oberstes Ziel muss nach wie vor die Bekämpfung der Teuerung sein, denn sie ist der grösste Feind unserer Wirtschaft.

Die heutige Situation sollte uns aber wachrütteln. Wir müssen uns hüten, die derzeitigen Schwierigkeiten nur mit schmerzlindernden Mitteln zu dämpfen und die Augen vor den viel gravierenderen mittelfristigen Problemen zu verschliessen. Wir brauchen dringend eine marktwirtschaftliche Erneuerung. Wir leiden an einer schleichenden Erosion der Attraktivität des Wirtschaftsstandortes Schweiz, und das zu einem Zeitpunkt, wo der internationale Wettlauf um Direktinvestitionen in vollem Gange ist und das Ausland uns gegenüber eindeutig stärker geworden ist.

Die hindernden Barrikaden haben wir uns selber aufgebaut. Es beginnt mit einem wettbewerbsverzerrenden Steuerrecht – ich erinnere an die *Taxe occulte* –, es geht weiter über die enorme gesetzliche Regelungsdichte und endet mit den schwerfälligen, zeitraubenden Bewilligungsverfahren – alles Hindernisse, die wir uns mit gutgemeinten gesetzlichen Vorschriften selber in den Weg gelegt haben.

Ich verfolge zurzeit in meinem Büro ein aktuelles Beispiel: Ein Industrieunternehmen möchte neu bauen. Die Abklärungen haben ergeben, dass wir alle Bewilligungen erst in etwa drei Jahren haben werden. Bis das Gebäude dann steht, kommen noch ein bis zwei Jahre dazu. Weitere Abklärungen haben ergeben, dass wir im Elsass innert sechs Monaten sämtliche Bewilligungen haben würden; diese Zusage hat das Unternehmen. Hier müssen wir Ordnung schaffen.

Unsere Unternehmen sind verunsichert oder scheuen sich, wegen der sinkenden Attraktivität des Wirtschaftsstandortes Schweiz, hier zu investieren. Die Wirtschaft braucht im Hinblick auf die um sich greifende Unsicherheit klare Signale der Wirtschaftspolitik. Nur so lösen wir unsere schwieriger werdende wirtschaftliche Situation.

Ich bin Ihnen dankbar, Herr Bundesrat, wenn Sie hier klare Signale setzen.

Blocher: Wer schon längere Zeit im Rat ist, stellt fest, dass immer in Rezessionszeiten Leute plötzlich ihr Herz für die Wirtschaft entdecken und um die Arbeitsplätze zu bangen beginnen, die vorher für die Wirtschaft nicht viel übrig hatten und eigentlich das Gegenteil dessen taten, was der Erhaltung der Arbeitsplätze und der Wirtschaft nützte. Es ist in der Regel zu spät, in der Rezession Wirtschaftspolitik betreiben zu wollen! Wir sollten zuerst fragen: Wo stehen wir eigentlich? Wir stehen jetzt, nach sieben Jahren unvergleichlicher Welthochkonjunktur, vor oder in einer Rezession; daran gibt es nichts zu deuteln. Solche Rezessionen dauern nie nur Monate, sondern immer Jahre. Wir haben in Amerika eine der schwersten Rezessionen der Nachkriegszeit; diese dauert auch schon einige Jahre und wird auch einige Jahre früher beendet sein. Wir haben in Europa eine starke Rezession; sie wird etwas verfälscht in der Bundesrepublik Deutschland, welche mit der Integrierung der ehemaligen DDR einen gewissen künstlichen Markt geschaffen hat.

Auch unser Land ist davon betroffen, aber etwas weniger, weil unser Land in der Hochkonjunktur auch etwas weniger Sünden begangen hat. Die Hauptsünde der meisten Länder liegt darin, dass die Hochkonjunktur nicht auf einer echten Leistung, sondern auf einer enormen Verschuldung, namentlich einer enormen Staatsverschuldung, basiert – z. B. in den USA, in Italien, Belgien usw. Wir haben in Europa eigentlich nur noch drei Länder mit einer einigermaßen tragbaren Verschuldung, das sind die Schweiz, das Fürstentum Liechtenstein und Luxemburg. Das ist die Realität.

In der Rezession gilt es, alles zu tun, damit die Wirtschaft wettbewerbsfähig ist. Staatshilfe ist hier sehr wenig möglich; sie kann eigentlich nur die Sünden korrigieren, die man in der Hochkonjunktur begangen hat. Ich bin dankbar dafür, Herr Bundesrat, dass der Bundesrat in seinem Bericht eine Diagnose macht und Schwächen aufzählt. Aber wir müssen hier in diesem Saal auch zugeben, dass die aufgezählten Schwächen eigentlich ein eigenes Sündenregister sind. Die Schwächen sind nicht vom Himmel gefallen. Das sind konstruierte, politisch verursachte Sünden, die wir in den vergangenen Jahren begangen haben. Aber ich bin dankbar, dass das einmal festgestellt wird. Und jetzt kommt die Korrektur.

Was wird hier gefordert? Von sozialdemokratischer und grüner Seite wird gefordert, dass wir Geld ausgeben, um die Konjunktur zu stimulieren. Doch das nützt praktisch nichts. Sie können zwar Geld verteilen, aber Sie müssen der gleichen Wirtschaft das Geld wieder entziehen. Es nützt nichts.

Zu den geforderten Beschäftigungsprogrammen: Sie können gewisse antizyklische Massnahmen einleiten – ich will das nicht in Abrede stellen –, aber das bringt ausserordentlich wenig. Ganz gefährlich ist aber die Geldverteilung aus einem anderen Grund: Wenn Sie der Wirtschaft Geld verteilen, dann bringen Sie die Leistungs- und die Beschäftigungstätigkeiten der Industrie und der Wirtschaft in falsche Kanäle. Es ist gefährlich, wenn Sie das Management erziehen, sich an die staatlichen Futterkrippen zu drängen, Forschungsgelder zu kassieren, statt dass Sie das Management und die Wirtschaft dazu zwingen, mit marktfähigen Leistungen selbst Leistungen zu erbringen. Ich vertrete in keiner Art und Weise diejenigen Wirtschaftskreise, welche jetzt nach höheren Forschungsgeldern, nach Unterstützung vom Staat rufen oder in die EG und den EWR drängen, um dort an diese Gelder zu kommen. Es wäre besser, die Managements zu erziehen, die Fehler, die sie zum Teil begangen haben, zu korrigieren. Geld verteilen stützt auch ein schlechtes Management in den Unternehmen. Das sind Schwächen, die in vielen Staaten erkennbar sind, und deshalb kommt man nicht voran.

Was kann der Staat tun? Wir müssen die Dinge wegbringen, die die Wirtschaft und die Wettbewerbsfähigkeit hindern:

1. Wir müssen wettbewerbsverzerrende Steuern wie die Stempelsteuer abschaffen. Es ist mir unverständlich, dass die Sozialdemokraten nicht merken, wie jetzt wegen solcher Steuern Steuergelder ins Ausland abwandern, die in der Schweiz bleiben sollten. Dass sie das Referendum gegen die Abschaffung dieser wettbewerbsverzerrenden Steuern ergriffen haben, ist mir unverständlich. Sie exportieren geradezu Arbeitsplätze.
2. Weiter müssen wir auch im Umweltschutz die Bauvorschriften

ten auf ein vernünftiges Mass bringen: Wir haben Umweltverträglichkeitsprüfungen für jeden Parkplatz eingeführt – was für ein Unsinn! Wir haben ein Bundesdefizit geschaffen, das wir wegbringen müssen, und zwar über die Ausgabenseite, nicht über höhere Steuern.

3. Der EWR wird für dieses Land, für diesen Werkplatz – nicht für die Wirtschaft, nicht für die Unternehmen, sondern für dieses Land – einen weiteren Sozialisierungs- und Regelungsschub bringen. Sie können die Details anschauen.

4. Die Nationalbank muss jetzt dringend ihre Politik ändern. Die Zeit ist gekommen, jetzt keine Hochzinspolitik mehr zu betreiben.

5. Ein letzter Punkt: Es muss auch vom Staat her das Vertrauen in dieses Land gefördert werden; das gilt auch für die Währung. Wenn man in diesem Land Spitzenpolitiker hat, die im Lande herumlaufen und sagen, es sei gut vorstellbar, dass der Schweizerfranken im Jahre 2000 nicht mehr existiere, sondern nur noch der Ecu, dann gibt das kein Vertrauen in die Währung. Ich habe Briefe aus dem Ausland erhalten, aus massgebenden Kreisen, die sehr verunsichert sind. Man kann die Währung nicht mit hohen Zinsen stützen; das ist volkswirtschaftlich abträglich. Die Währung ist eine Sache des Vertrauens in die Wirtschaft und in die Stabilität des Landes. Das sollte unser Kurs sein.

Ich bin froh, Herr Bundesrat Delamuraz, dass der Bundesrat diesen Bericht in bezug auf die Liberalisierung verfasst hat. Hier sind wir uns einig. Betreffend den EWR und die EG sehen wir uns ja dann bei Philippi wieder, und dann wird die Sache auch in Ordnung sein.

Giezendanner: Wenn man in diesem Saal sitzt und zuhört, könnte man meinen, alle Redner seien in der Auto-Partei, denn sie nehmen unser Parteiprogramm und sprechen davon. Haben Sie gesehen, wer diese Interpellationen eingebracht hat? Die SP, die grüne Fraktion und die CVP. Die deklarierten Wirtschaftsfeinde in diesem Land wollen Arbeitsbeschaffungsmassnahmen; sie starten einen verzweifelten Versuch, die falsche Politik der letzten Jahre zu vertuschen. Aber das Schweizervolk ist nicht so dumm, es glaubt das nicht!

Herr Jaeger, ich muss Sie schnell stören: Sie haben gestern wieder einmal rhetorisch – und inhaltlich – brillant gesprochen. Ich könnte alles unterschreiben, was Sie gestern gesagt haben. Aber der Wirtschaftsprofessor sollte hier zum Tragen kommen, nicht der LdU-Politiker, das muss ich Ihnen sagen. Wenn Sie so politisieren würden, wie Sie gestern gesprochen haben, wären wir die besten Freunde.

Die Wirtschaftskrise – ich spreche heute nicht von Rezession – ist hausgemacht, jawohl. Die SP hat es doch brillant verstanden, zusammen mit den Grünen eine Hetzkampagne gegen die Banken zu starten, eine Hetzkampagne gegen jeden Grossanleger. Jeder grosse oder mittelgrosse Anleger in der Schweiz ist heute doch ein Geldwäscher! Das Vertrauen in den Bankenplatz ist geschwunden, das Geld ist nach Luxemburg abgeflossen. Was haben wir nun? Wir haben eine kleinere Geldmenge, d. h. höhere Zinsen. Höhere Zinsen bedeuten eine höhere Teuerung. Die Teuerung ist der ärgste Feind der Schweizer Wirtschaft. Das sind die Tatsachen.

Das Resultat kann sich – wie gesagt – sehen lassen. Die Bürgerlichen haben es nicht verstanden, dieser Tendenz Einhalt zu gebieten. Der Schweizer Verbotstaat ist allein auf weiter Flur. Vor einigen Tagen habe ich in meinem Betrieb einen deutschen Kunden gehabt. Er wollte mir einen Lager- und Distributionsauftrag geben. Bei diesen Waren war aber Gefahrgut dabei. Seit der Katastrophe «Schweizerhalle» – ich sage jetzt auch einmal «Katastrophe» – haben wir die härtesten Reglemente für Lagerung von Gefahrgut. Ich musste meinem Kunden sagen, dass ich dafür in Gottes Namen ein neues Lagerhaus bauen müsse; das bedinge erst eine UVP, dann eine Risikoanalyse und ein Baugesuch: Das werde 18 Monate dauern. Dieser deutsche Kunde hat sich totgelacht. Was ist eine UVP? Den EG-Befürwortern in diesem Saal: In der EG weiss man nicht, was eine UVP, was eine Risikoanalyse ist. Ich kann Sie beruhigen: Wir werden das Lagerhaus bauen, 55 Kilometer von Rothrist weg, im Elsass. Am 1. August werden wir einziehen. Das sind Tatsachen. Ich freue mich darauf, Sie einzuladen. Sie dürfen

das Lagerhaus gerne besichtigen – in fünf Monaten gebaut. Uebrigens: Die Produkte werden auch durch Lastwagen unserer Flotte verteilt. Sie werden keinen Unterschied sehen, denn die Wagen haben die gleichen Farben, nur schwarze Kontrollschilder anstelle von weissen, und die Fahrer werden im Elsass ihre Einkommenssteuern bezahlen.

Die Schweizer Wirtschaft wird hellhörig. Sie will wissen, wer die schwarzen Schafe in diesem Parlament sind, die diese Wirtschaftskrise verursacht haben. Ich habe mich zur Verfügung gestellt, mit einer kleinen Gruppe von Leuten aus diesem Saal eine Liste zur erstellen. «Rote Wölfe im bürgerlichen Schafspelz», heisst diese Liste. Da finden Sie Namen von Theo Fischer aus Sursee über Frau Nabholz bis zu Herrn Wanner. Die Leute lächeln jetzt, aber ich verspreche Ihnen: Sie werden nicht mehr lächeln, wenn die Liste draussen ist. Wir werden sie an Handelskammern, an Gewerbeverbände und interessierte Wirtschaftskreise verteilen. Jetzt muss einmal Klartext gesprochen werden, und die Leute, die unseren Staat in diese Situation gebracht haben, müssen deklariert werden.

Steinemann: Dass wir uns in einer ernsthaften Krise befinden, bestreitet hier wohl niemand. Jetzt aber kommen die Brandstifter von früher und wollen Feuerwehr spielen. Sämtliche Beschäftigungsprogramme sind unwirksame Alibiübungen. Das sollten sogar die Leute von der CVP wissen. Aber sie wollen von der Verantwortung ablenken und die von ihnen aufgebauten falschen Strukturen erhalten, ja sogar noch ausbauen, wie wir das mit der Verewigung der Sperrfrist soeben erlebt haben. Mit den eingebrachten Vorschlägen soll lediglich der fundamentalen Herausforderung ausgewichen werden, endlich die Wahlversprechen oder die Parteiprogramme zu erfüllen.

In der Beantwortung der drei dringlichen Interpellationen hält der Bundesrat richtigerweise fest, dass die Notwendigkeit eines umfangreichen Beschäftigungsprogramms in der gegenwärtigen Lage nicht gegeben sei. Ebenso lese ich dort, dass es immer schwerer falle, Dichte und Perfektionismus im Normenbereich zu tragen, und dass dem rasch mit deutlichen Liberalisierungsschritten zu begegnen sei. Diese Absicht ist auch der Legislaturplanung zu entnehmen. So weit, so gut. Leere Worthülsen müssen mit Taten gefüllt werden. Nur – das sage ich heute klar und deutlich –, es genügt nicht, die bundesrätlichen Deregulierungsbestrebungen auf wirtschaftspolitische Bereiche zu beschränken. Es müssen alle staatlichen Bereiche darauf geprüft werden, wie weit echte Deregulierung möglich ist. So hat sich etwa im Bereich des Umweltschutzes ein Perfektionismus eingebürgert, der mit seiner Regeldichte wirtschaftlich und vor allem ordnungspolitisch unakzeptabel geworden ist. Das organisierte Chaos «Schweiz» muss wieder in den Griff bekommen werden, indem endlich kontrollierte und konkrete Deregulierungsschritte getan werden, aber nicht damit, dass sich der Staat weiterhin in unakzeptabler Art in die Marktwirtschaft einmischt. Strukturelle Ursachen kommen dann ins Spiel, wenn der Einbruch – wie beispielsweise im privaten Wohnungsbau – nicht auf Nachfrageschwäche, sondern auf angebotsfeindliche Rahmenbedingungen zurückzuführen ist. So ist die Forderung, der Wohnungsbau sei durch staatliche Förderung anzukurbeln und zu subventionieren, verfehlt. Die Investitionsverweigerung privater Bauträger hat in erster Linie mit schikanösen Bauvorschriften und mit einem eigentümerfeindlichen Mieterschutz zu tun. Man muss nur dem privaten Mietwohnungsbau jene Freiräume wieder geben, die man ihm im Planungs- und Regelungswahn genommen hat. Die in unserem Land allgegenwärtigen Wirtschaftsvögte von heute führen uns ins wirtschaftliche Verderben. Die Politiker haben diese gezüchtet. Die Politik hat unsere Wirtschaft überfordert. Unsere Unternehmen wurden und werden immer noch unter Anrufung irgendwelcher Schutzbedürfnisse gekünstelter Art mit ordnungspolitisch äusserst bedenkliehen Vorschriften so eingedeckt, dass ihnen die Luft ausgeht.

Die linke Demagogie mit ihrer ökologischen Opposition wurde nicht gestoppt. So konnte es beispielsweise möglich werden, dass – ein uns allen bekanntes Beispiel – die Ciba-Geigy ihr Biotechnikum mit 400 Arbeitsplätzen anstatt in der Schweiz jenseits der Grenze, im Elsass, baut. Hauptgründe für den Ent-

scheid waren die fundamentalistische Industriegegnerschaft, die langwierigen Bau- und anderen Bewilligungsverfahren, welche nur Risiken, nicht aber den Nutzen berücksichtigen.

Weniger leistungshemmende fiskalische Belastungen und Abbau staatlicher Bürokratie sind keineswegs Schlagwörter, sondern ganz einfach eine Frage des Ueberlebens. Mehr Arbeitsplätze mit hoher Wertschöpfung und Qualität – und nicht die Anlehnung an den Staat – garantieren uns eine gute Zukunft! Die Einsicht muss kommen, dass nur eine an den freihheitlichen Grundwerten orientierte Wirtschaft in der Lage ist, die Lebensqualität der Bevölkerung und überdies auch unsere Umwelt zu schützen.

Fischer-Seengen: Sowohl im Aussenwirtschaftsbericht als auch in der Beantwortung der Interpellationen hält der Bundesrat zu Recht fest, dass sich die Standortgunst unseres Landes in den letzten Jahren erheblich verschlechtert hat. Der Bundesrat macht dafür u. a. den Perfektionismus im Normierungsbereich verantwortlich, eine Auffassung, der ich zustimmen kann. Die Regulierungsmanie in unserem Land hat tatsächlich nicht viel Gutes gebracht. Die Geschichte der Sperrfrist, die wir heute mühsam auf zwei Jahre reduzieren werden, ist beredter Ausdruck der volkswirtschaftlich schädlichen Auswirkungen solcher Interventionspolitik.

Wir können die wirtschaftliche Stärke wieder erreichen, wenn wir unsere Konkurrenzfähigkeit erhalten und neben dem Fitnessprogramm, dem Revitalisierungsprogramm der Privatwirtschaft, wie es vom Bundesrat genannt wird, auch die staatlichen Rahmenbedingungen wieder verbessern.

Ich bin mit dem Bundesrat einverstanden: Beschäftigungsprogramme im herkömmlichen Sinne sind wenig sinnvoll. Aber diese Erkenntnis soll uns nicht daran hindern, Investitionen zu beschleunigen, die ohnehin schon beschlossen sind. Ich bin der Meinung, die Zeit sei gekommen, den Nationalstrassenbau voranzutreiben. Die baldige Fertigstellung dieses Netzes ist geboten. Die Kleeblatt-Initiativen sind abgelehnt worden, der Transitvertrag verlangt implizit diese Fertigstellung, und in beiden Räten wurden Motionen überwiesen, die diese Fertigstellung bis zum Jahr 2000 fordern.

Ausnahmsweise ist auch die Finanzierung kein Problem. Die Rückstellungen für den Strassenbau, die einst 2,5 Milliarden betragen, machen heute immer noch 1,8 Milliarden Franken aus.

Die Beträge in der Schatulle des Bundeskassen nützen beschäftigungspolitisch wenig – nur der Bundeskasse, weil sie nicht ordnungsgemäss verzinst werden. Es ist deshalb sinnvoll, den Nationalstrassenkredit wenigstens um jene 116 Millionen Franken aufzustocken, die im Budget gekürzt wurden, d. h., auf jenes Niveau aufzustocken, das der Bundesrat selber ursprünglich vorgeschlagen hatte.

Die Budgetkürzungen im Nationalstrassenbau haben zur Folge gehabt, dass nicht nur keine neuen Aufträge erteilt werden konnten, sondern dass – besonders in der Westschweiz – Verzögerungen bei den angefangenen Arbeiten in Kauf genommen werden mussten, so bei der N 1, der N 5, der N 9 und der N 16. Die Korrektur dieser Budgetposition, wahrscheinlich im Rahmen der Nachtragskredite, würde eine speditive Weiterführung mit optimalem Beschäftigungseffekt erlauben, vor allem in Regionen, die vom Konjunkturreinbruch speziell stark betroffen wurden.

Die Aufstockung des Nationalstrassenbudgets auf das ursprüngliche Niveau wäre eine – nicht etwa die einzige, aber eine – sinnvolle Massnahme zur Bewältigung der gegenwärtigen Schwierigkeiten. Sie wäre konjunkturpolitisch, beschäftigungspolitisch, regionalpolitisch und verkehrspolitisch sinnvoll.

M. Couchepin: Les récessions – celle-ci comme les précédentes – mettent en cause d'abord des destins individuels. Des hommes et des femmes sont frappés par la perte de leur emploi ou par l'angoisse de l'avenir. Cet aspect particulièrement sensible lorsqu'on est au contact des réalités communales. Comme président de commune, j'ai souvent reçu la visite de personnes dont la situation est dramatique. Ceci pour dire que j'approuve sans réserve toutes les propositions ou

projets qui permettent des améliorations de la situation individuelle des demandes d'emploi. Mais ce souci des personnes ne doit pas nous inciter à prendre des dispositions qui empêcheraient les modifications structurelles et le renforcement à long terme de l'économie.

Le groupe radical, en septembre 1991 déjà, avait appelé le Conseil fédéral à préparer l'avenir en proposant des améliorations des conditions-cadres. Jusqu'à ce jour, malheureusement, rien de concret n'est intervenu, ce qui n'est d'ailleurs pas la faute du Conseil fédéral qui insiste dans chacune de ses interventions sur cette nécessité. Mais pensons à des obstacles qui ont été créés par d'autres, notamment à l'égard de la suppression du droit de timbre ou en empêchant l'introduction rapide de la TVA. Le Conseil fédéral a aussi raison de rappeler qu'il ne faut pas renoncer à la lutte contre l'inflation. Ce n'est pas au moment où nous allons toucher enfin les dividendes de notre vertu monétaire qu'il faut l'abandonner.

Les régions périphériques sont plus touchées par la récession. Elles devront certainement subir une modification structurelle. Je pense, en particulier pour ma région, au surdimensionnement de l'industrie et de la construction. L'aide la plus efficace qu'on peut donner à ces régions périphériques est le soutien des initiatives porteuses pour l'avenir, notamment dans le domaine de la formation, de la recherche et – j'insiste sur ce point – pas seulement dans les cantons universitaires.

Enfin, je voudrais féliciter le Conseil fédéral pour un point particulier: pour la première fois, il évoque la composante démographique de la situation que nous subissons actuellement. Il constate que la transmission de l'innovation est affaiblie par l'évolution négative de la démographie. Nous sommes quelques rares députés qui, depuis une dizaine d'années, souhaitons une réflexion dans le domaine de la démographie. Il ne s'agit pas seulement, comme on l'a souvent dit, du problème du financement de l'AVS, mais de quelque chose de beaucoup plus vaste qui concerne tous les secteurs de la société dans les domaines de la culture, de la transmission des connaissances et de l'innovation. L'évolution démographique négative que nous connaissons affaiblit la position de notre pays et il faut discuter sur ce point, y réfléchir et, le cas échéant, mener une politique qui limite les effets négatifs de cette fâcheuse évolution.

Je pose ma question au Conseil fédéral: est-il disposé, dans ce domaine, à aller plus loin qu'une petite phrase, à se livrer à une réflexion d'ensemble sur les résultats dans les domaines social, culturel et économique de l'évolution démographique? Il y va, je crois, aussi de l'avenir de notre pays.

M. Pidoux: Il me plaît que ce débat sur les interpellations urgentes relatives à la situation économique soit le premier, après la prise de connaissance du rapport «ébouriffant» du Conseil fédéral sur la politique économique. En d'autres termes, nous avons maintenant l'occasion de mettre en pratique, pour la première fois, notre credo économique libéral. Ce credo n'est pas seulement celui de quelques individus qui ne sont pas à la mode, pas seulement celui de quelques hauts fonctionnaires éclairés, pas seulement celui d'un gouvernement responsable, mais aussi celui d'une bonne partie de notre Parlement. Il existe un fossé entre le dire et le faire et, on le sait, la coupe est loin des lèvres. Ce qu'on a entendu hier après-midi et ce matin détonne par rapport aux principes que le gouvernement nous a présentés.

Je me méfie de tous les plans étatiques de relance, comme d'ailleurs de tous les arrêtés fédéraux urgents. Il existe deux domaines dans lesquels la Confédération peut agir, en fonction de la loi actuelle et des moyens à sa disposition. Des crédits et un fonds sont disponibles pour la construction des autoroutes. Mais le gouvernement a dépensé ce fonds routier dans d'autres buts, se contentant de laisser une créance dans les comptes. J'invite le Conseil fédéral à agir comme on l'exigerait de tout citoyen sous peine d'escroquerie, en d'autres termes à reconstituer ce fonds et à l'utiliser pour achever les autoroutes qui manquent à la Suisse romande et sur lesquelles le peuple s'est prononcé et a donné son accord. Dans ce domaine, les règles de l'efficacité rejoignent celles de la simple honnêteté.

On parle beaucoup aussi, et à juste titre, de créer des conditions-cadres de l'activité économique. Elles comprennent, nous en sommes tous conscients, la transformation de la fiscalité directe en des impôts indirects. On parle maintenant du rapport confidentiel sur la libéralisation de notre économie, qui proposait d'abolir l'impôt fédéral direct. Certes, parler ici d'abolition d'impôt fédéral direct nécessite un certain courage; ce n'est pas très à la mode. Et cela nécessite également que les règles de la collégialité fonctionnent au sein du gouvernement. Peut-être certains ont-ils tort d'avoir raison un peu trop tôt! Mais, Monsieur le Conseiller fédéral, il faut ici du courage, il faut aussi une volonté, et là où il y a une volonté, il y a toujours un chemin.

Bezzola: Es geht einerseits um bessere Rahmenbedingungen für unsere Wirtschaft und für die Zukunft, andererseits aber auch darum, die Ueberbrückung der Durststrecke in der Wirtschaft sicherzustellen. Wir müssen doch dafür sorgen, dass nicht einzelne Wirtschaftszweige diese Rezessionsphase entweder stark geschwächt oder überhaupt nicht überleben.

Bei der Stellungnahme des Bundesrates zur aktuellen Situation vermisse ich einen Hinweis auf die Beschäftigungslage in den Rand- und Berggebieten. Strukturschwache Regionen und Branchen, also Rand- und Bergregionen, das Baugewerbe, der Tourismus, das Gewerbe im allgemeinen, werden in der Regel von der Rezession sehr stark betroffen. Die rigorosen Sparmassnahmen des Bundes beim Budget 1992 haben grosse Auswirkungen auf die Finanzen der Kantone und dadurch auch auf diejenigen der Gemeinden. Auch werden strukturschwache Regionen stärker betroffen als andere.

Ich weiss, Herr Bundesrat, die öffentliche Hand allein kann das Problem nicht lösen. Sie kann aber in der jetzigen Situation kurzfristig wesentlich dazu beitragen, dass Arbeitsplätze erhalten bleiben, Arbeitsplätze, die wir eventuell heute nicht benötigen, auf die wir aber vielleicht morgen angewiesen sind.

In den strukturschwachen Regionen unseres Landes sind Gewerbetreibende stärker auf Aufträge der öffentlichen Hand angewiesen als in den Zentren und Agglomerationen. Kleinere Gewerbebetriebe in den abgelegenen Regionen beschäftigen verhältnismässig viele Einheimische. Ein Abbau von Arbeitsplätzen trifft daher einheimische Familien sehr stark.

Anpassung an den Markt ist auch in Rand- und Berggebieten notwendig. Nicht Arbeitsbeschaffungsprogramme braucht man; vielmehr müssen die ursprünglich zugesicherten Investitionskredite, mit denen die Kantone gerechnet und geplant haben, freigegeben werden. Damit könnte rasch und ohne Verzögerung die Realisation baureifer, bewilligter Projekte der öffentlichen Hand – Projekte, die den Bedürfnissen entsprechen – ausgelöst werden. Die Beschäftigungslage liesse sich dadurch sofort und ohne künstliche Impulsprogramme verbessern.

Ich erwähne einige Projekte, die von grosser Tragweite sind: Aufforstungen, Lawinverbauungen, Güterzusammenlegungen, Meliorationen usw. Sie sind vom Bund zum Teil stark gefördert worden, können nun aber durch die Gemeinden nicht mehr fertiggestellt oder in Angriff genommen werden.

Im Forstbereich zum Beispiel standen im Kanton Graubünden 1991 28 Millionen Franken zur Verfügung, heute nurmehr 22 Millionen. Folgeprojekte der Sturmschäden vom Februar 1990 können nicht mehr realisiert und zu Ende geführt werden.

Die Kürzungen bei den Hauptstrassen treffen vor allem Rand- und Bergregionen. Dringend notwendige Bauwerke zur Sicherung der Verkehrswege, aber auch zur Entlastung der Dörfer können nicht oder nur verzögert realisiert werden.

Nicht neue Bedürfnisse müssen geschaffen, sondern bestehende abgedeckt werden! Es sind nicht neue Beschäftigungsprogramme notwendig. Vielmehr müssen die ursprünglichen, durch den Bund zugesicherten Mittel für Investitionen freigegeben werden. Baureife bewilligte Projekte könnten dadurch ohne Verzögerung sofort in Angriff genommen oder weitergeführt werden. Damit liesse sich die Durststrecke überbrücken und wichtige, dezentralisierte Arbeitsplätze in den Rand- und Bergregionen könnten gerettet und gesichert werden.

Moser: Es ist nicht nötig, dass ich jetzt noch einmal auf den leidigen Konjunkturabschwung zu reden komme. Vielmehr möchte ich einige Worte über die – meines Erachtens – ordnungspolitische Verwahrlosung in der Schweiz verlieren.

Schon gestern habe ich gesagt, dass die Linken und Grünen, zusammen mit einer der bürgerlichen Bundesratsparteien, alles getan haben, um den Werkplatz Schweiz zu einem Risikoplatz zu machen. Und jetzt schreien die gleichen Leute nach totaler Sicherheit durch staatliche Politik. Es ist zu bedauern, dass wir mehr und mehr in einer Forderungsgesellschaft leben, die durch eine unmögliche Anspruchs- und Erwartungsinflation geprägt ist. Wir sind auf dem besten Weg, die Grenzen des Sozialstaates zu überschreiten. Wir bewegen uns bereits in Richtung eines Wohlfahrtsstaates.

Das Elend ist – das ist wirklich das Elend in diesem Land –, dass unsere Politiker derart kurzfristig orientiert sind und die Entwicklungen über Jahrzehnte kaum oder nicht beachten. Die meisten Vorschläge in den vorliegenden Vorstössen sind geradezu ein Paradebeispiel dafür.

Sie fordern unter anderem kurzfristige Beschäftigungsprogramme, und diese sollten natürlich auch noch ökologischen Anforderungen genügen. Eine angeschlagene Wirtschaft lässt sich nicht mit Oeko- und Beschäftigungsprogrammen beleben. Eine bessere Wirtschaftslage können Sie nur über die Verbesserung der Rahmenbedingungen erreichen. Was wir brauchen, ist eine zügige und radikale Umkehr zu einer freiheitlichen Ordnung. Unsere wirtschaftsfeindlichen Gesetze und Verordnungen müssen nun endlich einer Deregulierungsüberprüfung unterzogen werden. Denn hier liegt das Hauptübel unserer hausgemachten schlechten Wirtschaftslage.

Wir fordern den Bundesrat auf, nun endlich etwas gegen die laufende Verschlechterung der Standortqualität zu unternehmen. Es ist allerhöchste Zeit, dass die Ursachen bekämpft werden und nicht die Symptome, wie dies jetzt wieder von unseren Salonsozialisten verlangt wird.

In der Beantwortung der Interpellationen erklärt der Bundesrat die Absicht, für eine Verbesserung der Rahmenbedingungen zu sorgen. Ja, Herr Bundesrat, wenn Sie mit derselben Akribie, mit der Sie einen EG-Beitritt vorbereiten, die dringend notwendigen Deregulierungen angehen würden, könnte ich Ihnen Glauben schenken. Nur: Die Botschaft hör' ich wohl, allein mir fehlt der Glaube.

Herr Bundesrat, Sie können sicher sein, dass ich in einem halben Jahr wieder auf Ihr Versprechen von heute zurückkommen werde.

Scherrer Jürg: Es ist bezeichnend, dass genau diejenigen Fraktionen wegen der Strukturkrise der Schweizer Wirtschaft dringliche Interpellationen einreichen, die in den letzten Jahren nichts versäumt haben, um den Finanz- und Werkplatz Schweiz systematisch zu demontieren.

Bei den Sozialisten ist das verständlich; denn sie wollen den Sozialismus, sie wollen eine freiheitliche Wirtschaft so lange demontieren, bis nichts mehr anderes übrigbleibt, als endgültig die Staatswirtschaft einzuführen. Wir bewegen uns heute in eine Richtung, aus der die Ex-DDR und andere sozialistische Länder gerade herkommen: in Richtung Planwirtschaft, in Richtung alles kontrollierende Staatsmacht.

Wer hat den Finanzplatz Schweiz jahrelang verketzert, mit dem Resultat, dass ausländische Anleger das Vertrauen in die Schweiz verloren haben und Milliardenbeträge abgeflossen sind, zum Beispiel nach Luxemburg? Wer stellt das Geldverdienen und das Erwirtschaften von Gewinn als unmoralisch dar und saugt mit einem Minderheitenschutz, der bis zum Exzess geht, unsere Volkswirtschaft aus?

Dieser Rat hat mit seiner bürgerlichen Mehrheit wiederholt Beschlüsse verabschiedet, die die Nichtleistung belohnen. In Biel zeigt es sich besonders drastisch, wie dieser Minderheitenschutz missbraucht und die Förderung der Faulenzer und Nichtsteuerer bis zum Exzess getrieben wird. Es gibt junge, arbeitsfähige Leute in Biel, die von der Fürsorge leben, tagtäglich oder wöchentlich ihr Geld beziehen, auf dem Nachhauseweg bei den arbeitenden Kollegen vorbeigehen, die Hundertnoten schwenken und die Dummköpfe auslachen, die noch arbeiten. Das ist der Zustand der Schweiz heute, verursacht

von den Sozialisten, den Grünen, unterstützt von der CVP und anderen linksunterwanderten Bürgerlichen.

Wer treibt mit dem Argument des Umweltschutzes und apokalyptischen Untergangsszenarien linke Politik und schürt gezielt die Zukunftsangst des Volkes? Wenn ich mich in den Argumentationskatalogen der Grünen und Linken umschaue, geht doch morgen die Welt unter. Wieso soll ich dann noch investieren? Wieso soll ich überhaupt noch arbeiten? Sie haben ein Umweltschutzgesetz verabschiedet – da war die Auto-Partei noch nicht in diesem Rat –, welches den Bundesrat ermächtigt, eine Luftreinhalte-Verordnung in Kraft zu setzen. Wir wissen es: Wenn diese durchgesetzt wird, legen wir nicht nur den Strassenverkehr, sondern ganze Industrie- und Gewerbebranche still. Es ist heute ein Affentheater um die Luft entstanden, das jeder sachlichen Grundlage entbehrt. Aber dafür sind wir auf dem besten Weg zur Systemveränderung.

Wer hat denn eine Beschwerdeberechtigung von zwanzig sogenannten Umweltschutzorganisationen im Gesetz verankert, die nun jedes grössere Bauvorhaben willkürlich und erst noch auf Kosten des Steuerzahlers behindern oder sogar verunmöglichen können? Mein Kollege Giezendanner hat es Ihnen bereits erklärt, er ist persönlich davon betroffen: Die Unternehmer wandern heute ins Ausland ab; es wird in der Schweiz nicht mehr investiert. Und jetzt kommen Sie und beklagen und beweinen die wirtschaftliche Lage der Schweiz. So geht es nun wirklich nicht!

Wir haben einen Mieterschutz, der dem Hauseigentümer praktisch das Verfügungsrecht über die Wohnungen entzogen hat. Wir haben die Sperrfrist nicht abgeschafft. Ich muss sagen: Wenn ich eine Million Franken hätte, würde ich mir überlegen, wo ich diese investieren würde: sicher nicht im Mietwohnungsbau! Es ist heute so: Investitionen fehlen, und wo die Investitionen fehlen, geht die Wirtschaft kaputt. Die Grünen wundern sich jetzt, warum die nach ihrem Dafürhalten «umweltfreundlichen» Produkte und sozialistisches Verhalten eine Wirtschaft nicht florieren lassen. Das ist ganz einfach: Grüne Politik, sozialistische Politik wollen keine Wertschöpfung, und wo keine Wertschöpfung mehr stattfindet, geht die Wirtschaft kaputt.

Und jetzt noch zum Herrn Bundesrat: Sie wollen noch eine CO₂-Steuer, Sie wollen Umweltabgaben, Sie wollen Energiesteuern, und Sie wollen eine Benzinpreiserhöhung. Wann hört man endlich auf, diese Volkswirtschaft auszusaugen wie ein Blutegel, der nie satt wird? Darüber möchte ich vom Bundesrat einmal eine Stellungnahme, wie er sich das denn vorstellt.

Es gibt nur eines: Wir müssen in Zukunft deregulieren. Und ich sage heute dem Wähler ganz klar: Je länger er Sozialisten und Grüne wählt, um so schneller geht es mit der Schweiz bergab.

Jenni Peter: Vorgestern, als wir die Interpellationen ausgeteilt erhielten, musste ich mich am Stuhl festhalten, damit ich beim Durchlesen nicht in die Luft ging.

Ich muss es deutlich sagen: Es ist eine Zumutung gegenüber der Wirtschaft, was hier in diesem Saal passiert. Vor einer Woche kämpfte die CVP zusammen mit den Grünen und den Linken für die Beibehaltung der Sperrfrist. Jetzt verlangen genau die Gleichen staatliche Unterstützung, um der wirtschaftlichen Krise entgegenzuwirken. Wie heisst es doch so schön: Angriff ist die beste Verteidigung.

Herr Fasel – er ist nicht im Saal, andere Meinungen interessieren ihn wahrscheinlich nicht. Aber, meine Damen und Herren von der CVP: Wir Kleinunternehmer wollen keine zusätzlichen Mittel vom Bund und schon gar nicht von einem Bundesrat, der ohnehin nicht mehr weiss, wie er die Löcher in seiner Kasse stopfen soll. Was die Wirtschaft jetzt braucht, ist die Wiedereinführung der vollen Handels- und Gewerbefreiheit, die Abschaffung von Notrechtsmassnahmen, die Rückbildung der eigentumsfeindlichen Gesetzgebungen. Anstatt jetzt zu versuchen, zusätzliche Mittel zur Verfügung zu stellen, wäre es vernünftiger, dafür zu sorgen, dass nicht jeder Querulant mit Einsparungen Bauverzögerungen oder sogar -verhinderungen betreiben kann. Sie aber verlangen genau das Gegenteil, nämlich zusammen mit den Linksparteien die Einführung einer totalen Planwirtschaft. Es ist abzusehen, dass die Fraktion der Auto-Partei ab 1995 mit Hilfe von ehemaligen CVP-Wählern verstärkt gegen die Planwirtschaft kämpfen kann.

Meier Hans: Fast ein Jahrzehnt boomte die Wirtschaft in den USA, in Japan, in den EG-Ländern und vor allem bei uns in der Schweiz. Ich habe gestern und heute viel Gescheites, auch Dummes, über die Wiederankurbelung der Konjunktur gehört. Eines aber wurde nicht gesagt. Ich lese Ihnen aus einem Brief eines bald 90jährigen Kollegen vor, der mir schreibt: «Wenn das mit dem Wirtschaftswachstum nochmals Jahrzehnte so weitergeht, dann sind alle grünen Bestrebungen im Eimer.» Gewiss: den Arbeitslosen soll geholfen werden. Daneben aber – muss ich gestehen – freut es mich, dass weltweite Geldimperien wie Rey oder Maxwell zusammenbrechen. Ich freue mich auch, dass es in unserem Lande vielen Spekulanten, den Hubers, Müllers und den Taxi-Meiers an den Kragen geht. Schon aber schreit die Meute: Sperrfrist aufheben, Steuern senken, Wirtschaft ankurbeln, weitere Staatsverschuldung. Der Staat soll weiter Schulden machen, die Inflation weiter angeheizt werden. Mit dem linearen Teuerungsausgleich werden dann die Reichen noch reicher, die Armen noch ärmer gemacht. Sparer, Rentner, sozial Schwache bleiben bei dieser Inflationsspirale auf der Strecke. Herr Bundesrat, geben Sie mit einem gesunden Finanzhaushalt Gegensteuer zur Inflation. Es muss eine neue Stabilität, ein neues Gleichgewicht auf tieferem Niveau gefunden werden. Herr Scherrer von der Auto-Partei hat das Loblied des unmoralischen Geldverdienens gesungen. Ich aber sage: Wir müssen teilen lernen, und zwar im eigenen Land durch mehr Lohngerechtigkeit, vor allem aber mit denen ausserhalb unserer Grenzpfähle. Statt Hunderttausende von Gastarbeitern und x-Tausende von Asylschwarzarbeitern schlecht zu bezahlen, soll doch ein Teil dieser Arbeit ins Ausland gehen. Wir müssen diese sogenannte niedrige Arbeit wieder bedeutend besser bezahlen. Nicht mehr der weisse Kittel, die Krawatte und die «Schale» sollen Ehrenkleid der Arbeit sein, sondern das «Uebergwändli».

Herr Bundesrat, mit einem Umschulungs- und Weiterbildungsprogramm für die Arbeitslosen, mit einer konsequenten Teuerungs- und Inflationsbekämpfung, aber nicht mit Beschäftigungsprogrammen, die verkrustete Strukturen erhalten, sind Sie auf dem richtigen Wege zur Arbeitslosigkeitsbekämpfung. Richtigerweise haben Sie die Neat unter dem Titel «Investitionssteuerung» nicht erwähnt. Die Neat, falls je gebaut, würde zwar von der Schweiz bezahlt, aber von ausländischen Firmen erstellt werden.

Herr Bundesrat, leider haben Sie den F/A-18-Beschaffungsblock in Ihre sonst ausserordentlich fundierte und gute Interpellationsantwort hineingebaut. Wenn Sie schon die ganze Sicherheitspolitik der Schweiz am F/A-18 aufhängen, tun Sie dies doch nicht auch noch mit der Arbeitslosigkeitsbekämpfung. Auch wenn Sie die Beschaffung des F/A-18 im angeschlagenen Tempo durch die Räte peitschen – die erwähnten 20 000 Mannjahre werden auf keinen Fall innert nützlicher Frist beschäftigungswirksam. Das wissen Sie ganz genau, Herr Delamuraz.

Reimann Maximilian: Es ist mir gestern und heute bei diversen Voten linksalternativer Provenienz die Bibel in den Sinn gekommen, namentlich die Gleichnisse mit den Pharisäern. Da machen sich viele Leute in diesem Land Sorgen um negative Zustände, die sie selber durch ihr jahrelanges aktives Tun und Handeln mitverschuldet haben! Und nun, in der Krise, sucht man sein Heil beim Bundesrat und spielt sich hier drinnen unverfroren als Retter der Nation auf.

Es wäre von der Ratslinken viel ehrlicher gewesen, wenn sie einmal in sich gegangen wäre und sich gefragt hätte, was alles auf ihre Kappe geht, z. B.: dass unsere Arbeitslosenrate heute bei 2,3 Prozent liegt; dass wir an Wohnungsmangel leiden; dass ganze Bereiche unserer Industrie ihre künftigen Erweiterungen und Investitionen im Ausland tätigen; dass immer weniger ausländisches Kapital in unser Land fliesst und wir gezwungen sind, unser Zinsniveau immer höher zu schrauben usw. Dazu drei typische, kontraproduktive Beispiele jüngerer Datums:

1. Das Nachtarbeitsverbot für Frauen im industriellen Sektor. Zum Glück gibt es noch Branchen und Betriebe, die sich voller Beschäftigung erfreuen oder sogar Zusatzschichten fahren können. Dazu braucht es aber das nötige Personal, angelern-

tes wie Fachpersonal, Männer wie Frauen. Doch welch ein Aufschrei ging durch die Gewerkschaften und die Linksparteien, als die Solothurner Regierung ausnahmsweise bei einem Betrieb der Uhrenbranche für beschränkte Zeit das Nachtarbeitsverbot lockern wollte! Die betroffenen Frauen wären noch so gerne bereit gewesen, diese Arbeit zu leisten, da sie erst noch mit einem Nachtzuschlag besser entlohnt worden wären. Doch nein, die Uebung wurde abgeblockt! Ein typisches Symptom für die Mentalität gewisser Kreise in unserem Lande.

2. Ein weiteres Beispiel aus dem Aargau. Ein Betrieb der graphischen Branche hatte sich aus konjunkturellen Gründen entschliessen müssen, vorläufig den Teuerungsausgleich für das Jahr 1992 ausfallen zu lassen. Die Belegschaft akzeptierte diesen Entscheid grossmehrheitlich und wollte damit ihren Teil zur Wiederverbesserung der Ertragslage beitragen. Was aber tat die SP-Fraktion im aargauischen Grossen Rat? Sie wusste nichts Gescheiteres zu tun, als den Regierungsrat in einem Postulat aufzufordern, diesen Betrieb mit Druckaufträgen so lange zu boykottieren, bis er den vollen Teuerungsausgleich nachgeholt hat. Und die SP-Fraktion hier, in unserem Saal, ruft praktisch in der gleichen Woche nach Arbeitsbeschaffungsprogrammen, um gefährdete Arbeitsplätze zu retten. Sage mir einer: Wo ist da die Logik?

3. Der Finanzplatz. Dazu ein Vergleich mit Luxemburg. Luxemburg war bis tief in die siebziger Jahre hinein einseitig auf die Stahlindustrie ausgerichtet. Dann entdeckte das Land seine Rolle als europäischer Finanzplatz. Es wurden optimale Rahmenbedingungen geschaffen, namentlich in bezug auf die Steuerpolitik. Heute erntet Luxemburg seine Früchte: Gegen 200 ausländische Banken sind ins Land gezogen, haben Arbeitsplätze geschaffen und haben der Schweiz bei weitem den ersten Rang im internationalen Fonds-Geschäft abgelaufen. Die Arbeitslosenrate in Luxemburg liegt bei tiefen 1,8 Prozent. Und bei uns, da kämpfen die Sozialdemokraten mit einem Referendum gegen die Abschaffung dieser völlig überholten, wettbewerbsbehindernden Stempelsteuer und zwingen damit den Finanzplatz Schweiz förmlich zur Ausgliederung des internationalen Geschäftes ins Ausland. Und nun beklagt sich dieselbe SP, dass selbst der Dienstleistungsplatz Schweiz von der Rezession betroffen ist.

Herr Bundesrat, die Haltung der Landesregierung zu den vorliegenden dringlichen Interpellationen hat mich weitgehend überzeugt. Sorgen Sie aber dafür, dass diese zehn Seiten, auf denen Sie zu den aufgeworfenen Fragen Stellung bezogen haben, nicht toter Buchstabe bleiben.

Frau Goll: Die steigenden Arbeitslosenzahlen zeigen unter anderem, dass die Schweiz vom Sockel des helvetischen Sonderreichtums heruntergerissen wird. Die damit verbundenen Reichtumseinbussen werden heute jedoch einseitig auf die ökonomisch und politisch Schwächsten abgewälzt. Dazu gehören in erster Linie die Frauen.

Bei leeren Staats- und Haushaltskassen sind die klassischen protektionistischen Instrumente erschöpft. Dazu gehörte Mitte der siebziger Jahre auch der Export der Arbeitslosigkeit, indem Ausländerinnen und Ausländer zurück in ihre Ursprungsländer und Frauen zurück an den Herd geschickt wurden. Heute trifft uns die Erhöhung der Arbeitslosigkeit nicht einfach als Rezession, sondern, im globalen Kontext gesehen, als strukturelle Entwicklungskrise. Gleichzeitig schafft auch die sich weiter verschärfende Umweltzerstörung Unsicherheiten gegenüber der Fortsetzung jenes langfristigen Wachstumspfad, an den wir uns seit den dreissiger Jahren gewöhnt haben. Trotz auch in dieser Institution nach wie vor ungebrochenem Wachstumsglauben mit den Pseudolehren der Wunderheilmittel ist ein neuer Wachstumsmotor der Wirtschaft nicht in Sicht. Da hilft es eben auch nichts, wenn der Genfer Automobilsalon titelt: «Das Auto, der Motor der Wirtschaft.»

Die helvetischen Schönwetterzahlen wurden kürzlich durch die schweizerische Arbeitskräfteerhebung des Bundesamtes für Statistik korrigiert. Sichtbar wurde dabei nicht nur, dass die Arbeitslosenzahlen doppelt so hoch sind wie die vom Biga offiziell ausgewiesenen, sondern auch, dass die Frauen stärker betroffen sind. Ursache dafür ist vor allem der Mangel an Teilstellen. Zwei Drittel der erwerbslosen stellensuchenden

Frauen suchen Teilzeitarbeit. Die Untersuchung bestätigt auch die prekären Beschäftigungsformen: So ist z. B. jede zehnte erwerbstätige Frau ein mitarbeitendes Familienmitglied, eine Gelegenheits- oder Heimarbeiterin oder eine Angestellte in einem Privathaushalt; über die Hälfte der Frauen sind teilzeitbeschäftigt. Viele von ihnen haben deshalb ein Einkommen unter der BVG-Beitragspflicht oder keinen Anspruch auf Suva-Leistungen, weil sie weniger als zwölf Stunden pro Woche arbeiten.

Verschiedene Faktoren häufen sich, vor allem bei den Frauen. Ich möchte sie kurz aufzählen: Bildungsdefizite, Lohndiskriminierungen, ungenügende Kinderbetreuungsmöglichkeiten, fehlende Präventivmassnahmen und Benachteiligungen bei der Arbeitslosenversicherung, um nur einige zu nennen.

Ich möchte einen Punkt aus der Antwort des Bundesrates auf die Interpellationen aufgreifen. Es ist ein symbolträchtiges und zugleich ein zynisches Beispiel, nämlich der Werbespot des Bundesrates für das Kampfflugzeug F/A-18. In der Antwort wird versprochen, die daraus resultierende Beschäftigung von rund 20 000 Mannjahren würde auf die wirtschaftlichen Krisenregionen verteilt. Ich möchte dem entgegenhalten: Die «Krisenregion Frau» verlangt eine Friedensdividende, d. h. die Sanierung der Staatsfinanzen durch den Abbau der destruktiven Militärausgaben, damit ein Vielfaches an Frau Jahren im Sozial- und Bildungsbereich, für sozial abgesicherte Teilzeitstellen und für eine qualifizierte Kinderbetreuung investiert werden kann.

Zum Schluss: Auf der Ebene der Politik ist vor allem die Frage nach einem vernünftigen Umgang mit der Arbeitslosigkeit zu stellen. Die Antwort lautet: Solidarität in dem Sinne, dass das knapper werdende Gut Arbeit auf alle verteilt werden muss und auch die Frauen das Recht auf eine Teilnahme auf der Ebene der Oekonomie erhalten.

M. Spielmann: Dans le cadre de ce débat, notre première pensée doit aller vers ceux qui sont victimes de la situation. Je pense aux chômeurs, aux familles qui se trouvent devant des difficultés considérables et face à de graves interrogations sur l'avenir. Bien sûr, les premières préoccupations concernent les modifications de notre législation. Toute une série de propositions et de motions ont été présentées et je crois que le Conseil fédéral est conscient de la nécessité de revoir aujourd'hui ces différentes législations, de les adapter à la situation et de répondre aux attentes de nombreuses familles. Je n'entrerai donc pas dans les détails, mais j'estime qu'il est important, en introduction, de penser en priorité à ceux qui en sont les victimes.

Il ne suffit pas, bien entendu, de jouer aux pompiers et de «mettre des emplâtres sur une situation économique». Il faut aussi voir quels sont les moyens qui nous permettent de modifier à long terme une telle situation. Je suis étonné que personne à cette tribune n'ait parlé de la situation économique telle qu'elle se présente dans notre pays. Or, durant cette session, après le dépôt de ces interpellations urgentes, la presse a publié les résultats des grandes banques suisses. Cet élément est important, car si la situation économique frappe durement un certain nombre de familles, il y a aussi ceux qui profitent de la crise. Quand on peut lire dans les journaux que les grandes banques ont accru leurs bénéfices – pour l'UBS, par exemple, l'augmentation a été de 36 pour cent sur une année (1215 millions), pour la SBS de 25 pour cent (1032 millions) et pour le Crédit suisse de 57 pour cent – on est obligé d'admettre que la crise n'est pas partagée de manière égale pour tous. Il y a effectivement, d'un côté, ceux qui en sont les victimes et, de l'autre, ceux qui profitent de la situation.

La politique des taux d'intérêt – je ne reviendrai pas ici sur le débat des taux hypothécaires, mais on en voit le résultat – conduit aussi à un certain nombre de difficultés. De nombreux entrepreneurs et de nombreuses entreprises sont frappés directement par la politique des taux d'intérêt et par l'augmentation des taux hypothécaires, sans parler des locataires et du marché du logement.

En faisant ce constat, on doit immédiatement intervenir en disant, du haut de cette tribune, si on veut parler économie: «Comment peut-on raisonnablement et valablement débattre

des choix politiques qui engagent l'avenir de notre société alors que les principales décisions – celles que je viens de mentionner relatives aux taux hypothécaires et au monde économique – sont prises hors du Parlement et échappent à tout contrôle démocratique?» Ainsi, si l'on veut valablement intervenir dans notre pays au niveau économique, il s'agit de donner des nouveaux droits et de tenter d'effectuer ensemble quelques projections sur l'avenir, car il est vrai qu'en matière économique, quand on prend des décisions, notamment conjoncturelles, sur la base d'arrêtés urgents, elles ne sont jamais bonnes. En outre, dans le cadre d'une telle politique – du moins à notre avis – il ne suffit pas que l'Etat introduise une relance et je suis étonné de voir des intervenants à cette tribune, en parlant du credo économique libéral et en insistant sur ce thème durant les trois quarts de leur exposé, conclure leur intervention en affirmant qu'il s'agit maintenant de relancer la construction des autoroutes et de reprendre les programmes routiers qui ont été abandonnés. Pour eux, la seule réponse à leur credo économique est de demander à l'Etat d'assurer la relance. Je ne crois pas que ce soit de ce côté-là qu'on trouvera des solutions, mais plutôt par la prise en compte de la situation politico-économique internationale dans laquelle se débat la Suisse, ainsi que des futures constructions européennes.

M. Blocher a donné, à cette tribune, un certain nombre d'indications que je partage, notamment lorsqu'il disait: «Il ne faut pas préparer nos entreprises à une relance économique impulsée par l'Etat, mais à répondre aux enjeux économiques de ce siècle.» Je considère qu'il a bien posé le diagnostic, mais qu'il a fourni une mauvaise réponse.

Dans le sens où prendre en compte notre avenir, c'est aussi prendre en compte la construction européenne, c'est aussi prendre en compte l'ensemble des problèmes liés au développement de nos sociétés. Je pense à la nécessaire protection de l'environnement, je pense à la nécessaire démocratisation au niveau de la politique économique. C'est en s'inscrivant résolument, de manière novatrice, dans la construction européenne qu'on peut aller de l'avant.

Je suis frappé aussi de voir que pour certains programmes qui permettraient à l'industrie de se développer, d'innover et de rendre notre marché concurrentiel, comme le programme COMETT, ce sont les milieux provenant de l'entourage de M. Blocher qui freinent le plus l'ouverture, ainsi que les perspectives économiques de développement.

Voilà un certain nombre de paramètres que je voulais donner ici. Mais je voulais insister sur la contradiction qu'il y a à prêcher le credo libéral et ensuite défendre une économie cartellisée, bloquée, à vouloir continuer à vivre toutes fenêtres fermées alors qu'au dehors se construit notre avenir, ce qui revient à hypothéquer gravement notre économie de demain. Pour cela il faut une politique résolument novatrice et ouverte sur la nouveauté, en l'occurrence ouverte sur l'Europe de demain.

Mme Aubry: Si le ridicule et la mauvaise foi tuaient, il y aurait des cadavres dans ce conseil dont celui de M. Spielmann. Rappelez-vous les exigences des écologistes et des partis de gauche afin de limiter, voire d'atrophier l'expansion de notre industrie par des mesures trop contraignantes, mesures et pressions qui ont obligé de nombreuses industries – comme vous l'avez déjà entendu – à s'expatrier.

Je vous rappellerai quand même Ciba-Geigy à Bâle qui a passé la frontière pour créer de l'autre côté 150 emplois, moyennant la suppression de quelques centaines chez nous, sinon davantage; Orgamol en Valais, Bobst dans le canton de Vaud, Oerlikon-Bührle, qui est parti en Italie, nos grandes banques qui, n'en déplaise à M. Spielmann et à d'autres, font leurs bénéfices à l'étranger, et Swissair. Ces sociétés ont expatrié une partie de leur production afin de rester concurrentielles dans les prix. Plus récemment, hier, à Bienne, ce sont les Tréfileries Réunies qui supprimaient quarante emplois pour s'installer en France. Avec ces divers secteurs économiques qui ont passé nos frontières, c'est également un exil des cerveaux et un transfert de technologies qui ont lieu.

Le résultat est là, pour ceux qui pleurent sur le chômage ac-

tuel. Nous avons un chômage qui est devenu assez alarmant pour que le Conseil fédéral soit interpellé aujourd'hui par ceux-là mêmes qui portent une lourde responsabilité dans cette situation. En répétant que l'économie a besoin de règles fixes et stables pour fonctionner, j'énonce une vérité de La Palice et vous le savez, Monsieur le Conseiller fédéral. Nous devons nous y engager, mais sans l'intervention de l'Etat, qui ne doit pas s'immiscer dans le secteur économique lors d'un ralentissement. Il y a certes, comme l'ont dit certains de la gauche, un changement d'esprit, mais pas dans le sens où ils le veulent.

Le groupe PDC a posé notamment une question intéressante au sujet de l'avancement des projets des routes nationales, cela pour encourager les mesures conjoncturelles dans ce secteur. A mes yeux ce serait une solution acceptable et indispensable. Que la Confédération continue de suite le programme des routes nationales puisque, comme déjà dit par M. Fischer, l'argent est là. Le fonds routier s'élevait en 1991 à 1,7 milliard de francs, auquel s'ajoute chaque année la surtaxe sur les carburants de plus de 1 milliard. L'article 36ter de la constitution précise d'ailleurs l'emploi de cette surtaxe.

Il y a aussi les motions Kohler et Cavadini Jean qui ont été acceptées par le Parlement et qui exigent l'achèvement des routes nationales. Ce serait un baume sur les plaies de la récession et ce serait également, nous l'avons déjà dit à cette tribune, une solidarité avec les régions touchées par la suppression d'emplois et qui désenclaverait ces régions, puisque ce sont celles-là mêmes les plus touchées par le chômage qui n'ont pas vu leur réseau routier achevé. Cela donnerait en même temps des travaux de génie civil à ce secteur en panne qu'est celui de la construction. De bonnes voies de communications – on l'a vu dans le canton de Fribourg – engageront les industriels à rester ou à s'établir et elles contribueront à la mobilité de la main d'oeuvre. Peu d'autres solutions enrayeront la crise économique dans laquelle se trouve notre pays et elles n'auront que des effets de courte durée – vous le savez bien. Je vous demande d'y réfléchir sérieusement. C'est aujourd'hui – je crois – une sonnette d'alarme qui n'est plus une sonnette, mais une cloche!

Strahm Rudolf: Ich habe meine vorbereiteten Notizen auf die Seite gelegt; denn ich habe das Gefühl, es sei im Sinne eines Dialogs besser, auf einige Voten einzutreten.

Die Fraktion der Auto-Partei, die hier fast vollzählig angetreten ist und das Feld in dieser Debatte beherrscht hat, hat hier auch in corpore ihre überschüssende ökonomische Kompetenz zur Schau gestellt, so dass ich mich nicht befähigt fühle, darauf einzutreten. Auf jeden Fall hat sie es gewagt, die Polterei, die wir vom Biertisch her kennen, auch im Parlament vorzutragen. Das braucht Mut.

Zu den seriösen Voten: Hier hat jeder Referent das Krankheitsbild so definiert, dass das Heilmittel, das in seinem eigenen oder im Interesse seines Wirtschaftszweiges liegt, auch zutrifft. Das war eine Wirtschaftsdebatte, in der man einander den Schwarzen Peter zugespielt hat. Ein Zauberwort ist z. B. der Gummibegriff der «Rahmenbedingungen». Kein bürgerlicher Redner hier vorne, der nicht die Rahmenbedingungen beschworen hätte! Es gibt in der Wirtschaftsdebatte so Modewörter. Wer nicht weiss, was zu tun ist, oder wer nicht klar sagen kann, was er will, spricht von «besseren Rahmenbedingungen». Sagen Sie doch bitte konkret: Was verstehen Sie unter «besseren Rahmenbedingungen»? Sagen Sie bitte konkret: Wo wollen Sie deregulieren? Wo wollen Sie abbauen?

Zum Beispiel haben Sie zum Kartellrecht – das ist eine Rahmenbedingung – in allen Landessprachen geschwiegen. Es hat niemand etwas zu den Kartellen und zum Wettbewerbsrecht gesagt. Verstehen Sie unter «Rahmenbedingungen» nur tiefere Steuern? Die Schweiz hat von allen OECD-Ländern – ausser Japan – die tiefste Staatsquote. Wir haben die tiefste Belastung der Unternehmen, die tiefste Unternehmensbesteuerung in ganz Europa.

Ich kann Ihnen schon sagen, weshalb die «Rahmenbedingungen» in den grössten Zusammenhängen nicht stabil sind: weil von der Wirtschaft selber in praktisch allen wichtigen Fragen der Rahmenbedingungen widersprüchliche Signale kom-

men. Es wurde die Taxe occulte angesprochen, die Mehrwertsteuer: da haben wir völlig widersprüchliche Signale aus der Privatwirtschaft. Die EWR-Frage: widersprüchliche Signale aus der Privatwirtschaft. Die Frage des EG-Beitritts: alles Widersprüche. Sogar in der Gatt-Frage ist man sich nicht einig. Zum Kartellrecht, zur Wettbewerbsgestaltung: völlig widersprüchliche Auffassungen auch in der Privatwirtschaft.

Sie werden heute in der Schlussabstimmung dem modifizierten Alkoholgesetz zustimmen und damit eine neue, zusätzliche staatliche Regulierungsmaschinerie aufziehen.

Nach meiner persönlichen Auffassung ist die Exportkraft ungeschmälert. Wir haben strukturschwache Branchen, wir haben viele subjektive Klagen. Aber nennen Sie mir einmal objektive Indikatoren, die auf eine wirkliche Schwächung der Exportkraft hinweisen. Wir haben immer noch Ertragsbilanzüberschüsse von 12 Milliarden Franken und mehr. Wir haben einen wachsenden Marktanteil bei den Exporten, die in den europäischen Raum gehen usw.

Aber wir haben einen Einbruch im Inland, konkret im Bausektor. Unsere Vorstellungen und Vorstösse zur Stützung der Beschäftigung zielen vor allem in die Richtung der inländischen Wirtschaft. Wir haben einen Einbruch im Wohnungsbau, weil die hohen Zinsen und die gestiegenen Baukosten dem Wohnungsbau das Genick gebrochen haben. Sie wissen – und das ist nicht bestritten –: 45 000 Wohnungen wären nötig, und jetzt sinkt die Zahl im Wohnungsbau auf unter 30 000. Ein Wiederaufbau der Wohnbaukapazität ist kostspielig, und deswegen wollten wir in diesem Bereich stützen. Ich bin dankbar, dass der Bundesrat das in seiner Antwort auch so sieht.

Zum Schluss: 100 000 Arbeitslose und mehr sind nicht erträglich. Es gibt keine grössere Erniedrigung für einen Menschen, als das Gefühl zu haben, nicht gebraucht zu werden. Deswegen haben wir diese Vorstösse eingereicht, weil das auf die Dauer nicht tolerabel ist.

Allenspach: Wir haben schon Mitte des letzten Jahres eine deutliche Abschwächung der wirtschaftlichen Aktivitäten festgestellt, eine deutliche Zunahme der Arbeitslosigkeit befürchtet. Unsere Feststellungen wurden damals, insbesondere von den Gewerkschaften, als professionelle Schwarzmalerei diskreditiert. Noch vor wenigen Monaten haben die Gewerkschaften ein ausserordentlich positives Bild der Lage und der Zukunftsaussichten unserer Wirtschaft gezeichnet. Es ging ihnen darum, eine möglichst positive Atmosphäre zu schaffen, um möglichst hohe Lohnforderungen durchsetzen zu können. Es ist unglaubwürdig, wenn die gleichen Kreise, die auf Jahresbeginn unter Berufung auf die gute Wirtschaftslage massive Realloohnerhöhungen verlangt haben, wenige Monate später nach staatlichen, konjunkturstützenden Massnahmen rufen.

Die gegenwärtigen Probleme sind vor allem strukturbedingt. Viele Votanten haben auf die Verschlechterung der Standortbedingungen des Wirtschaftsplatzes Schweiz hingewiesen und ein Deregulierungskonzept verlangt. Ich schliesse mich diesen Votanten an. Beschäftigungsprogramme nützen nichts, sie zementieren höchstens nicht mehr konkurrenzfähige Strukturen. Alle Interpellationen fordern auch Massnahmen der Arbeitslosenversicherung. Mit der Arbeitslosenversicherung und deren Massnahmen hat sich der Rat in der Debatte kaum auseinandergesetzt. Gerade hier gilt es, konkret zu werden. Auch in der Arbeitslosenversicherung sollte der Grundsatz im Vordergrund stehen: Eingliederung kommt vor Rente. Die Verantwortlichen und sehr viele Politiker konzentrieren sich offenbar lieber auf die Höhe und die Dauer der Tagelöhner. Sie kümmern sich zu wenig um die Eingliederung, um die Umschulung und die Ausbildung. Die Leistungen unserer Arbeitslosenversicherung übertreffen bezüglich Höhe das anderswo Übliche. Es ist nicht möglich, durch Aufhebung der Degression diese Leistungen noch weiter zu erhöhen. Wir können eine Verlängerung der Bezugsdauer auf über ein Jahr – wie sie der Bundesrat für die von Arbeitslosigkeit stark betroffenen Kantone und Personengruppen bereits beschlossen hat – nur dann in Erwägung ziehen, wenn gleichzeitig die Degression weitergeführt und verstärkt wird. Es ist abzulehnen, dass die Kantone und Gemeinden ihre Fürsorgepflichten der Arbeitslosenversicherung überbinden können. Ein Rahmen-

gesetz für die kantonale Arbeitslosenbeihilfe kommt nicht in Frage, wenn diese Arbeitslosenbeihilfe von der Arbeitslosenversicherung, d. h. von den Arbeitgebern und Arbeitnehmern, finanziert werden müsste. Das muss Aufgabe der Kantone bleiben. Wir begrüßen die Massnahmen zur Requalifizierung der Arbeitslosen. Aus- und Weiterbildung werden permanente Aufgaben aller bleiben. Wir appellieren an die Kantone, von den im Arbeitslosenversicherungsgesetz gebotenen Möglichkeiten umfassend Gebrauch zu machen. Die primäre Berufsausbildung aber kann nicht Aufgabe der Arbeitslosenversicherung sein und von ihr finanziert werden. Die Arbeitslosenversicherung wird auf Jahresende ihre Prämien erhöhen müssen. Man spricht von einer Verdoppelung. Wir widersetzen uns ausgewiesenen Bedürfnissen nicht; jede Ausweitung der Aufgaben der Arbeitslosenversicherung wird aber auch zu neuen und weit höheren Lohnprozentualen Abzügen bei den Arbeitnehmern führen. Auch diese Kehrseite der Medaille ist zu berücksichtigen.

Gestatten Sie mir eine Schlussbemerkung: Unsere Politik muss konstanter werden. Die Stop-and-go-Politik hat versagt. Stabilität und Vernunft in der Politik sind die wesentlichsten Voraussetzungen für die Stabilität in der Wirtschaft.

Dreher: Die Erfahrung des Lebens lehrt: Wenn jemand ruft: «Haltet den Dieb!», muss man nicht den Dieb suchen, sondern denjenigen ins Auge fassen, der gerufen hat. Die Erfahrung meines Lebens hat mich gelehrt, dass bei Testamentsvollstreckungen das Auge ganz besonders auf diejenigen gerichtet werden muss, die bei jeder Gelegenheit die Worte Recht, Gerechtigkeit und Fairness in den Mund nehmen. Und in wirtschaftspolitischen Fragen ist es ein Axiom, dass die Sozialisten das Volk irreführen wollen, wenn sie sich angeblich um die Arbeitsplätze sorgen. Die Sozialisten und die Grünen sind doch die grössten Arbeitsplatzkiller der neueren Geschichte! Sagen Sie mir einmal, meine Damen und Herren von den Sozialisten, wie viele Arbeitsplätze Sie ausserhalb der Staatsaufblähung geschaffen haben. Sie haben doch Arbeitsplätze verhindert! Nicht offiziell, aber Sie haben unter grüner Tarnkappe Ihre Unterorganisationen wirken lassen:

Am 17. März 1992 ging es in der Sendung «10 vor 10» darum, auf dem Schiessplatz Ochsenboden ein Projekt vorzustellen, wo die Oerlikon-Bührle-Gruppe einen Hochtemperaturofen für Sonderabfallverbrennung einrichten möchte. Die Gemeinde Hoch-Ybrig ist dafür, der Kanton Schwyz auch. Was ist passiert? Es kam doch, wie das Amen in der Kirche, wieder ein Umweltgangster vom WWF zu Wort, der gesagt hat, der Himmel sei zu hoch, das Tal sei zu breit und der Boden zu tief – oder weiss Gott, was diese Herren immer vorbringen, wenn es darum geht, der Wirtschaft irgendwelche Knüppel zwischen die Beine zu werfen. Sie erregen sich zu Recht, Frau Bär, Sie sind auch gemeint, Sie gehören ja auch zu denen! Meine Damen und Herren, so ist es! Sie haben diese Gesetze geschaffen – ich erinnere an das katastrophale Umweltschutzgesetz, wo Artikel 55 irgendwelchen Umweltgangsterorganisationen das Recht gibt, jedes wirtschaftliche oder private Investitionsvorhaben zu bodigen, zu verzögern und mit mala fide vorgebrachten Argumenten zu verzögern. Die Kosten gehen zu Lasten des Bauherrn, des Steuerzahlers. Und am Schluss, wenn man vor Gericht doch obsiegt, sind die Prozessentschädigungen derart lächerlich, dass sich der Investitionswillige abwendet und ins Ausland verweist. Artikel 36 des Umweltschutzgesetzes ermöglicht sogenannten Umweltschutzbüros, diesen Schmarotzerexistenzen am Körper der Volkswirtschaft, mit pseudowissenschaftlichen Argumenten jedes Projekt böswillig zu verzögern, es sei denn, man gebe ihnen den fetten staatlich vorgeschriebenen Auftrag.

Es kommt noch etwas dazu. Diese Organisationen haben sich die UVP-Rechte nicht selbst gegeben. Es muss ja irgendwo einmal eine legiferierende Mehrheit dagewesen sein, welche ihnen diese Rechte gegeben hat. Die Verordnung kommt von Herrn Bundesrat Cotti von der CVP. Wenn Herr Cotti sagt, der VCS und der Bundesrat hätten noch einen langen gemeinsamen Weg vor sich, ist keine andere Erklärung möglich, als dass sich der CVP-Bundesrat Cotti mit diesen Umweltgangstern solidarisiert. Eine andere Erklärung gibt es nicht.

Sie reden nun davon, was man tun könnte. Immer dann, wenn man irgendwo versagt hat, muss man «etwas tun». In der Asylpolitik hat man versagt, da brauchen wir jetzt ein Rassismusegesetz. Auch in der Wirtschaft hat man versagt. Folglich müssen Sie nun sagen: Okay, jetzt werden wir einmal diese Artikel aus dem Umweltschutzgesetz hinauswerfen! Schlagartig könnte dann die Bautätigkeit einsetzen, können Baubewilligungen erteilt werden und die Traxe auffahren. Kein Postfach kann dann irgendwo noch eine Umweltverträglichkeitsprüfung anfechten. Das wäre der erste Schritt. Der zweite Schritt wäre die Abschaffung der direkten Bundessteuer und deren Ersatz durch eine Mehrwertsteuer. Die Schweiz würde dann aus steuerlichen Gründen von einem Tag auf den anderen zu einem attraktiven Standort. Aber das wollen Sie nicht, das wollen Sie ja alle nicht.

Hören Sie einmal mit diesem Deregulierungsgeschwätz auf! Sie wollen doch gar nicht deregulieren. Niemand will deregulieren. Sie wollen vielmehr mit den Sozialisten zusammen im Frieden die Chefbeamtenposten nach Proporz aushandeln,

Präsident: Herr Dreher, Ihre Redezeit ist abgelaufen.

Dreher: Ich bin auch am Schluss. und Sie wollen gemeinsam die Subventionen verteilen, Geld, das Ihnen nicht gehört!

Persönliche Erklärung – Déclaration personnelle

Fischer-Sursee: Die Auto-Partei hat die CVP angegriffen. Herr Giezendanner hat mich nebst einigen anderen Damen und Herren als «roten Wolf im bürgerlichen Schafspelz» bezeichnet. Herr Giezendanner, ich glaube, Sie sind farbenblind. Sie haben mich auch auf die schwarze Liste gesetzt, das ehrt mich! Ich müsste mich nämlich fragen, ob ich etwas falsch gemacht habe, wenn ich nicht auf dieser Liste wäre – oder ob ich einen Charakterdefekt habe!

Und nun zum Thema: Die Arbeitslosigkeit und die Rezession sind nicht etwa eine schweizerische Eigenart, sie sind europaweit und weltweit verbreitet. Sie können deshalb nicht den bürgerlichen Parteien die Schuld für die derzeitige Rezession in die Schuhe schieben. Ich habe deutlich gesagt, was wir brauchen. Wir brauchen eine marktwirtschaftliche Erneuerung. Aber nicht so, wie es die Auto-Partei will: Mit stinkendem Kamin und Autoabgasen bekämpfen Sie die Arbeitslosigkeit und die Rezession nicht. Diese Zeit ist endgültig vorbei! Nehmen Sie die modernen Wirtschaftsleute zur Kenntnis, wie Stephan Schmidheiny, der ebenfalls ganz klar in diese Richtung sieht. Zum Schluss: Die CVP ist immer eine verlässliche Stütze für eine sozial verpflichtete Marktwirtschaft in der Schweiz gewesen, und sie wird es auch bleiben.

Präsident: Ich möchte insbesondere die Redner der Auto-Partei daran erinnern, dass beleidigende Äusserungen nicht zu den Gepflogenheiten dieses Rates gehören. (*Beifall*) Solche Äusserungen tragen nichts zur politischen Meinungsbildung bei. Wir sind aufgefordert, unsere politische Meinung zu sagen. Man kann im politischen Bereich hart diskutieren, aber man beleidigt hier nicht Personen, ob sie anwesend seien oder nicht. Das gehört zur politischen Kultur.

M. Delamuraz, conseiller fédéral: J'espère que le porte-parole du Conseil fédéral respectera les principes éthiques que le président vient de rappeler.

La Suisse paie aujourd'hui le prix de la surexpansion et du suremploi de huit années consécutives. Vous avez en général accueilli favorablement les réponses du Conseil fédéral aux interpellations urgentes de ce long débat et nous voulons en tirer quatre brèves conclusions.

Premièrement, lutter contre le renchérissement: ici, la contribution de la Banque nationale suisse, entre autres, sera décisive. Si la Banque nationale lâche les freins de la création monétaire, l'inflation repart. Si elle bloque ces freins, tout redémarrage de l'économie devient, hélas, problématique. Or, l'économie suisse a besoin de redémarrer. C'est l'enseignement que je retire de cet utile débat.

Deuxièmement: dynamiser la politique du marché du travail, notamment grâce à une politique forte en matière de formation et de recherche, prolonger une seconde fois la couverture des chômeurs, intensifier la solidarité du pays à l'égard des régions touchées de plein fouet par le chômage, et donner à la politique régionale les moyens de se développer, telle est la première conclusion à retirer dans le domaine de la lutte contre le chômage.

En matière de politique régionale, nous avons fait usage de la loi sur les investissements dans les régions de montagne, en cautionnant des prêts conclus sur le marché et en assumant totalement ou partiellement les charges d'intérêt. Cette opération déclenchera, dans les seules régions de montagne, des investissements pouvant atteindre un milliard de francs. Ce n'est que l'un des exemples que je voulais vous donner de la politique régionale qui vise à lutter contre le chômage. Soutenir davantage, étendre, diversifier les mesures préventives – et j'entends par là non seulement les mesures à court terme mais aussi à long terme, c'est-à-dire donner à nos programmes de recherche des moyens et une signification – voilà bien la meilleure parade à la disparition des emplois et le meilleur moyen d'en créer de nouveaux.

Le chômage n'est pas une statistique économique et sociale froide, c'est une somme de problèmes, et même de drames, humains. A nous de leur apporter des solutions vraiment humaines. A nous aussi de considérer que les conditions légales que nous nous sommes fixées dans ce domaine se révèlent heureuses à l'usage, en période de crise, sans toutefois les tenir pour immuables. Nous devons, à cet égard, avoir une capacité d'imagination et de renouvellement dont nous reparlerons certainement ici.

Troisièmement, éviter des programmes artificiels de relance mais réanimer certains secteurs. Les conversations que j'ai eues au sommet, avec les syndicats et avec les patrons, avant que le Conseil fédéral ne prépare ses réponses à vos interpellations – car il ne s'agissait pas de travailler pour nous en circuit fermé – révèlent une large convergence d'opinions, que j'ai retrouvée également dans ce débat. Il s'agit d'éviter des programmes de relance alibis, des programmes artificiels, coûteux et illusoire. Un secteur mérite une attention particulière, celui de la construction. La situation y est satisfaisante pour le génie civil et pour la rénovation d'immeubles; elle est préoccupante, en revanche, dans le bâtiment. La demande de locaux industriels et commerciaux est anémique – d'innombrables locaux sont inoccupés. Enfin, la construction de logements piétine alors même que, là, la demande existe bel et bien.

L'accélération de la construction des routes nationales – premier chapitre de ces constructions publiques – ne serait sans doute pas absolument prioritaire, je le répète: le secteur du génie civil n'est pas le plus touché; mais il est clair qu'elle serait de nature à animer l'économie en général. Le Parlement n'en a pas précisément pris le chemin antérieurement, car, en effet, aux moyens proposés par le Conseil fédéral au titre de la construction des routes nationales, c'est-à-dire 1395 millions de francs, le Parlement a retranché quelques millions pour arriver à 1279 millions de francs, c'est-à-dire à des montants qui ne permettent pas de satisfaire aux exigences des motions Cavadini Jean et Kohler. Si les anciennes dotations étaient rétablies, il en résulterait une augmentation du volume des constructions de l'ordre de 9 pour cent pour la Suisse romande, de 10 pour cent pour le Tessin, de 13 pour cent pour le canton de Berne.

Dans le domaine du logement, des millions de francs pour la construction sans fonds publics de logements ne sont pas libérables dans des délais que j'appellerais corrects, du seul fait des interminables procédures d'octroi des autorisations publiques de construire. Que cela soit rappelé dans notre préoccupation d'améliorer les conditions-cadres à tous les niveaux dans notre pays! Quant aux logements subventionnés par la Confédération, qui doivent rester dans des limites convenables, normales, du marché total du logement, ils pourraient se monter à 15 000 logements nouveaux à la fin de cette année, ce qui démontre que nous n'avons pas relâché notre activité coopératrice dans ce domaine.

Enfin, pour l'ensemble des constructions publiques en 1992, en dépit des duretés financières des collectivités publiques, nous aurons par rapport à l'année prochaine des taux de croissance pour la Confédération y compris les régies, pour les cantons et pour les villes de plus de 20 000 habitants, dans le seul domaine des bâtiments neufs et non pas de leur entretien, compris entre 2,5 et quasiment 5 pour cent. Il n'y a donc pas récession dans ce secteur, il n'y a pas abandon de nos responsabilités.

Je termine cette troisième conclusion relative au secteur des constructions et à l'appui public qui peut y intervenir par une allusion aux réponses du Conseil fédéral lorsqu'elles font état des retombées économiques que représenterait l'acquisition de l'avion militaire F/A-18. Cela n'a pas été du goût de plusieurs conseillers nationaux, auxquels je m'empresse de préciser, au cas où ils ne l'auraient pas observé, que le Conseil fédéral, dans sa réponse, n'entendait pas rallier les indécis et les réticents au panache blanc de l'avion de combat; il y a d'autres messages pour cela. Il entendait simplement exposer factuellement, tranquillement et sereinement les retombées économiques d'une telle acquisition publique.

Quatrièmement et en conclusion: offrir à nos activités des conditions-cadres optimales. J'insiste sur cet aspect dont traitent les réponses du Conseil fédéral et auxquelles M. Couchepin a fait allusion, à savoir que nous devons compter avec la composante pénible de l'avenir de la chute de la natalité, de la baisse de la démographie suisse. Il y a trois ans, en 1988, 12 400 certificats de maturité étaient distribués dans notre pays; en 1990, nous en sommes à 12 000. Il y a trois ans, 60 000 certificats d'apprentissage étaient délivrés dans notre pays; en 1990, il n'y en avait plus que 57 000. Les problèmes de la relève par l'éducation permanente en particulier se trouvent posés par ce véritable défi de la chute démographique, et bien d'autres encore. Il faudra donc englober dans nos réflexions sur les conditions-cadres futures d'une manière complète cette réflexion capitale sur l'avenir politico-économique de la Suisse qu'est la chute de la natalité.

Les interpellations portaient sur la situation conjoncturelle – c'était leur titre et leur contenu – mais vous l'aurez remarqué, toutes les interpellations et pratiquement toutes les interventions dans ce débat ont dépassé cette limite et ont parlé de la situation structurelle de notre économie qui est bien le terrain de nos décisions futures. Il y a notamment des décisions dans l'immédiat, que j'ai énumérées dans les trois premières conclusions. Mais surtout, et cette conclusion-là reprend de l'importance, nous devons prendre des décisions à long terme. Traiter de nos conditions économiques, établir une politique fiscale et financière cohérente de l'Etat, préparer des accords internationaux qui nous mettent en situation de compétition européenne et mondiale favorable, demander aux décideurs privés de faire sauter, là où ils existent – et c'est le cas dans trop d'endroits – les verrous apparemment protectionnistes qui bétonnent certains secteurs, tel est le programme de demain qui permettra d'imaginer des situations conjoncturelles meilleures que celles que nous vivons actuellement et qui, seules, nous assureront une politique de croissance cohérente, contrôlée, mesurée et efficace.

Sur ce point, le représentant du Conseil fédéral a tiré des conclusions suffisamment claires du débat d'hier pour qu'il ne soit pas nécessaire de le répéter maintenant. Je peux donc me taire, vous livrer au train salvateur du dernier vendredi de la session et vous affirmer que le Conseil fédéral fera son profit des débats de haute tenue que nous avons eus, concernant le rapport sur la politique économique extérieure et à propos des trois interpellations urgentes, qui contribuent à l'encourager dans sa volonté de redonner de meilleures conditions d'expression et de créativité à l'économie à long terme, par conséquent à tous les travailleurs de ce pays.

Dringliche Interpellation der sozialdemokratischen Fraktion Verschlechterung der Wirtschaftslage und zunehmende Arbeitslosigkeit

Interpellation urgente du groupe socialiste Détérioration de la situation économique et aggravation du chômage

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1992
Année	
Anno	
Band	II
Volume	
Volume	
Session	Frühjahrssession
Session	Session de printemps
Sessione	Sessione primaverile
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	12
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	92.3014
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	20.03.1992 - 08:00
Date	
Data	
Seite	599-611
Page	
Pagina	
Ref. No	20 021 041

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.